



BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI

RAPPORT DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

N° 07/2015

Premier trimestre 2015

Juillet 2015

LISTE DES ACRONYMES.....	1
RESUME ANALYTIQUE	2
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	4
1.1 Croissance du PIB mondial	4
1.2 Commerce mondial	6
1.3 Inflation mondiale	6
1.4 Politique monétaire dans les pays développés	7
1.5 Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA.....	8
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	12
2.1 Production et prix	12
2.2 Secteur extérieur.....	14
2.3 Finances publiques	18
2.4 Secteur monétaire.....	22
2.5 Situation du système bancaire et stabilité financière	28
3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	36

LISTE DES ACRONYMES

AEN: Avoirs Extérieurs Nets

AIN: Avoirs intérieurs nets

BCE: Banque Centrale Européenne

BIF: Franc Burundi

BRARUDI: Brasserie du Burundi

BRB: Banque de la République du Burundi

CEA: Communauté Est Africaine

FED: Federal Reserve Bank (Banque Centrale des Etats-Unis)

FMI: Fonds Monétaire International

INSEE: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

ISTEEBU : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi

KES: Shilling Kenyan

M2, M3 : Masse Monétaire au sens large

MBIF: Million de Francs Burundi

Mds: Milliards

MFPDE: Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique

MID: Marché Interbancaire de Devises

MUSD: Millions de dollars américains

p.c.: Pourcentage

PIB: Produit Intérieur Brut

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ROA: Return on Assets (Rendement moyen des actifs)

ROE : Return on Equity (Rendement des fonds propres)

RWF : Franc Rwandais

T: Tonne

TVA: Taxe sur la Valeur Ajoutée

TZS: Shilling Tanzanien

UGX: Shilling Ougandais

USD: Dollars américains

RESUME ANALYTIQUE

L'activité économique mondiale du premier trimestre 2015 a été caractérisée par une croissance contrastée dans les pays développés et émergents.

Aux Etats-Unis on a observé une décroissance de 0,2 par rapport au trimestre précédent, en raison de la rigueur de l'hiver et l'appréciation du dollar qui a pénalisé la demande extérieure.

Par contre, dans la zone euro la croissance économique a atteint 0,4 contre 0,3 p.c. le trimestre précédent sous l'effet de la chute du cours du pétrole et de la hausse des exportations due à la dépréciation substantielle de l'euro consécutive à la politique monétaire largement accommodante.

Au Japon, la croissance a atteint 1,0 contre 0,3 p.c. le trimestre précédent soutenue par l'amélioration du marché du travail, le recul des prix de l'énergie, la nouvelle relance budgétaire et la hausse des exportations sous l'effet d'une dépréciation du Yen.

Dans les pays émergents, la croissance a décéléré au premier trimestre 2015 suite à la baisse des taux de croissance dans plusieurs pays exportateurs de pétrole, au ralentissement des investissements chinois, aux conséquences néfastes des conflits géopolitiques et aux effets des sanctions économiques internationales contre la Russie.

Au cours du premier trimestre 2015, l'inflation mondiale a reculé en raison principalement de la baisse des cours du pétrole qui ont diminué de moitié par rapport à une année auparavant, s'établissant aux alentours de 56 USD le baril à fin mars 2015.

En Afrique subsaharienne, la croissance reste vigoureuse, mais elle devrait tomber de 5,0 p.c. en 2014 à 4,5 p.c. en 2015, suite notamment à la baisse des prix des produits de base et l'impact négatif de la chute des cours du pétrole sur les budgets des grands pays exportateurs de pétrole de la région.

Dans les pays de la CEA, en dépit des perspectives économiques qui demeurent favorables suite à la baisse des cours du pétrole, des risques pourraient contrarier la croissance, en l'occurrence les conditions défavorables de financement extérieur compte tenu de la normalisation de la politique monétaire aux Etats-Unis.

Au Burundi, l'économie devrait enregistrer de bonnes performances en 2015. La croissance est estimée à 5,1 contre 4,7 p.c. en 2014 et serait soutenue par la hausse de la production dans tous

les secteurs. Cette évolution s'observe au cours du premier trimestre 2015 où les indicateurs montrent que les différents secteurs enregistrent une tendance à la hausse.

La balance des paiements du premier trimestre 2015 se caractérise par une augmentation du besoin de financement (soldes du compte courant et de capital) de 251.203,3 contre 197.395,7 MBIF au même trimestre de 2014, en liaison avec l'aggravation du déficit courant (-274.231,7 contre -225.817,8 MBIF) et de la baisse de l'excédent du compte de capital (23.028,4 contre 28.42,2 MBIF). Les réserves officielles de change se sont établies à 301,67 MUSD à fin mars 2015 et couvrent 3,9 mois d'importations, se situant en dessous du critère de convergence de 4,5 mois fixé dans le Protocole de mise en place de l'Union Monétaire de la CEA.

Au premier trimestre 2015, les finances publiques ont été caractérisées par un déficit moins profond que le trimestre correspondant de 2014. En effet, le solde global du budget (base engagement) s'est largement amélioré par rapport à la même période de l'exercice précédent, soit -25.918,2 contre - 90.461,0 MBIF. Le ratio de la dette publique totale sur le PIB est estimé à 28,9 p.c.; celui de la dette publique extérieure totale par rapport au PIB est de 13,7 p.c. et la part de la dette intérieure étant de 15,2 p.c.

Au terme du premier trimestre 2015, la base monétaire s'est contractée (-14,7 p.c.), par rapport à fin décembre 2014 en raison de la diminution des avoirs intérieurs (-17,2 p.c.) et des avoirs extérieurs nets (-10,3 p.c.). Ainsi le niveau de la base monétaire a été contenu en dessous du plafond fixé dans le programme économique et financier. Ses contreparties se sont également fixées dans les limites du programme.

Au cours de la période sous revue, le secteur bancaire affiche une évolution positive de l'activité et des indicateurs de la stabilité financière. Les actifs et les fonds propres ont augmenté. Cependant, on observe une forte croissance des crédits par rapport à celle des dépôts, traduisant un risque de détérioration de la liquidité. Comparé à celui de fin décembre 2014, le ratio de solvabilité du secteur bancaire a sensiblement augmenté à fin mars 2015 en raison notamment de l'incorporation des résultats non distribués dans les réserves par certains établissements de crédits pour renforcer leur assise financière.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

Au cours du premier trimestre 2015, la conjoncture économique mondiale a été marquée par des évolutions contrastées entre les principaux pays avancés et émergents.

Aux États-Unis, l'activité économique s'est légèrement repliée de 0,2 contre +0,5 p.c. le trimestre précédent¹ suite à la rigueur de l'hiver et à l'appréciation du dollar qui a pénalisé la demande extérieure.

La zone euro montre des signes de reprise au cours de cette période, la croissance économique a atteint 0,4 contre 0,3 p.c. le trimestre précédent sous l'effet de la chute des cours du pétrole et de la hausse des exportations due à la dépréciation de l'euro.

Au Japon, l'économie s'est redressée, la croissance a atteint 0,6 contre 0,3 p.c. le trimestre précédent soutenue par l'amélioration du marché du travail, le recul des prix de l'énergie, la nouvelle relance budgétaire et la hausse des exportations sous l'effet d'une dépréciation du Yen.

L'économie chinoise a enregistré un taux de croissance de 7,0 p.c. contre 7,3 p.c. du trimestre précédent suite au ralentissement des investissements sur le marché de l'immobilier et à l'affaiblissement du secteur manufacturier.

En Inde, suite au regain de confiance dans l'évolution économique et de la hausse de la production industrielle, la croissance a atteint 5,7 contre 4,6 p.c. le trimestre précédent.

¹ Les données trimestrielles sont tirées des sites web de l'OCDE et de l'INSEE

Tableau 1: Evolution du taux de croissance de la production mondiale

	2012	2013	2014	2015 (proj.)
Taux de croissance du PIB Mondial	3,4	3,4	3,4	3,5
Pays avancés	1,2	1,4	1,8	2,4
Etats-Unis	2,3	2,2	2,4	3,1
Zone Euro	-0,7	-0,5	0,9	1,5
Japon	1,5	1,6	-0,1	1,0
Pays émergents et en développement	5,1	5,0	4,6	4,3
Communauté des Etats Indépendants	3,4	2,2	1,0	-2,6
Russie	3,4	1,3	0,6	-3,8
Pays émergents et en développement d'Asie	6,7	7,0	6,8	6,6
Chine	7,7	7,8	7,4	6,8
Inde	4,7	6,9	7,2	7,5
Amérique latine et caraïbes	2,9	2,9	1,3	0,9
Brésil	1,0	2,7	0,1	-1,0
Mexique	4	1,4	2,1	3,0
Afrique subsaharienne	4,4	5,2	5,0	4,5
Nigéria	6,6	5,4	6,3	4,8
Afrique du Sud	2,5	2,2	1,5	2,0
Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Avril 2015				

En termes de perspectives pour l'année 2015, la croissance mondiale² devrait s'accélérer légèrement pour atteindre 3,5 contre 3,4 p.c. en 2014. Cette évolution serait soutenue par les performances économiques des pays avancés, les principaux pays émergents enregistreraient un ralentissement de la croissance.

Dans les pays avancés, la croissance (2,4 contre 1,8 p.c.) serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, le maintien des politiques monétaires accommodantes et l'ajustement budgétaire qui reste modéré. La croissance s'observerait surtout aux Etats-Unis (3,1 contre 2,4 p.c.), dans la zone euro (1,5 contre 0,9 p.c.) et au Japon (1,0 contre -0,1 p.c.).

Le ralentissement de la croissance dans les pays émergents (4,3 contre 4,6 p.c.) résulterait de la baisse des recettes d'exportations des produits de base et de certains facteurs propres aux pays. La baisse de la croissance s'observerait principalement en Chine (6,8 contre 7,4 p.c.), dans la Communauté des États indépendants (-2,6 contre 1,0 p.c. en 2014.) et en Amérique latine et dans les Caraïbes (0,9 p.c. contre 1,3 p.c.)

² Perspectives de l'économie mondiale, FMI, avril 2015.

En Afrique subsaharienne, la croissance reste vigoureuse mais devrait aussi fléchir en 2015 (4,5 contre 5,0 p.c.) suite notamment à la baisse des prix des produits de base.

1.2. Commerce mondial

Au premier trimestre 2015, selon l'INSEE, les premiers indicateurs quantitatifs disponibles et les enquêtes de conjoncture montrent que le commerce mondial garderait le même rythme de croissance de 1,0 p.c. que le trimestre précédent.

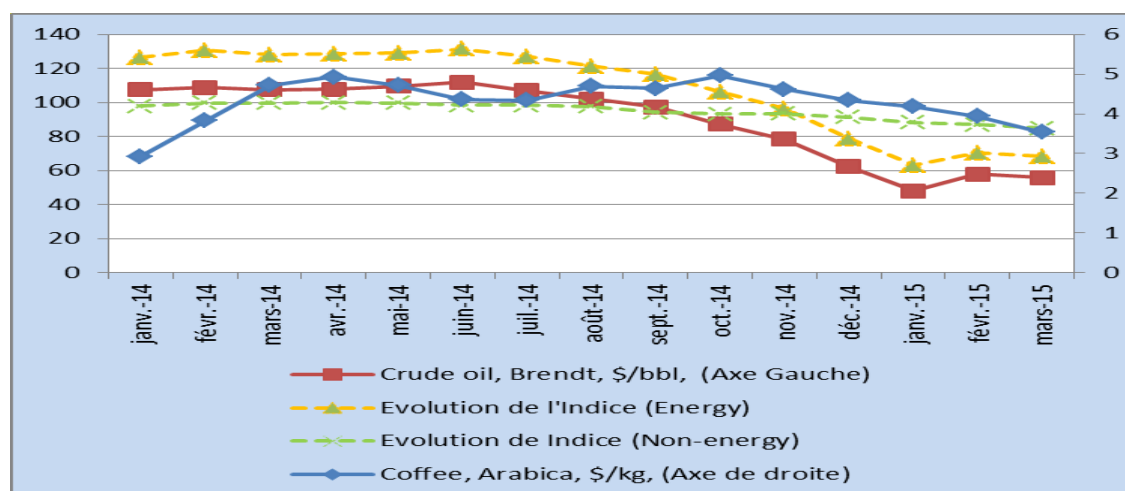
Selon les prévisions de l'OMC, le volume du commerce mondial des marchandises pourrait s'accroître de 3,3 p.c. en 2015 contre 2,8 p.c. en 2014. Cette évolution est en rapport avec la reprise de la production mondiale, surtout dans les pays développés.

1.3. Inflation mondiale

Au cours du premier trimestre 2015, l'inflation mondiale a reculé principalement sous l'effet de la baisse des prix des matières premières en général et des cours du Brent qui ont chuté de près de la moitié par rapport à une année auparavant, s'établissant aux alentours de 56 USD/baril à fin mars 2015.

En effet, de décembre 2014 à mars 2015 l'indice des prix des matières premières de la Banque mondiale est passé de 78,55 à 68,27 pour l'énergie et de 91,28 à 84,9 pour les produits non énergétiques.

Graphique1 : Evolution des prix des matières premières



Au cours de la période sous revue, l'inflation a baissé dans la plupart des pays développés notamment aux États-Unis (-0,1 contre 1,3 p.c.), dans la zone euro (0,6 contre -0,8 p.c.) et au Japon (2,3 contre 2,6 p.c.).

L'inflation a aussi reculé dans les pays émergents et en développement importateurs des produits pétroliers, notamment la chine (1,2 contre 1,5 p.c.)

Tableau 2 : Evolution de l'inflation dans le monde

	2014 (e)	2015 (proj)	T4 (2014)*	T1 (2015)*
Pays avancés	1,4	0,4	-	-
Etats-Unis	1,6	0,1	1,3	- 0,1
Zone euro	0,4	0,1	0,2	- 0,3
Japon	2,7	1,0	2,6	2,3
Pays émergents et en développeme	3,5	3,0	-	-
Chine	2,0	1,2	1,5	1,2
Inde	6,0	6,1	5,0	6,6
Brésil	6,3	7,8	6,5	7,7
Afrique sub-saharienne	6,3	6,6	-	-
Afrique du Sud	6,1	4,5	5,7	4,1
<i>Source: FMI: Perspectives économiques mondiales, Avril 2015</i>				
<i>*OCDE</i>				

En 2015, il est prévu un fléchissement de l'inflation tant dans les pays avancés (0,4 contre 1,4 p.c.) que dans la plupart des pays émergents et des pays en développement (3,0 contre 3,5 p.c.), en raison principalement de la baisse des prix du pétrole.

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au cours du premier trimestre de 2015, les banques centrales des principaux pays développés ont poursuivi des politiques monétaires accommodantes par le maintien des taux d'intérêt très bas et le rachat massif d'actifs financiers afin de stimuler davantage l'activité économique qui se remet modérément des effets de la crise financière internationale.

Aux Etats-Unis, pour soutenir les progrès enregistrés sur l'emploi et la stabilité des prix, la FED a reconduit les taux directeurs du trimestre précédent, 0,0 et 0,25 p.c. appliqués respectivement sur les opérations de facilités permanentes de dépôts et d'emprunts. En outre la FED a maintenu sa politique monétaire accommodante en réinvestissant les revenus sur des titres adossés à des crédits hypothécaires et en reconduisant les obligations publiques à échéance.

En zone euro, la BCE a accentué sa politique monétaire accommodante par le rachat de la dette d'Etat à raison de 60 milliards d'euros par mois et par le maintien des taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt au même niveau que le trimestre précédent, soit 0,05 p.c., 0,30 p.c. et -0,20 p.c. respectivement. Ce programme de rachat de la dette est prévu pour durer jusqu'en septembre 2016 ou au-delà si les objectifs de reprise économique et du taux d'inflation inférieur mais proche de 2,0 p.c. ne sont pas atteints.

Au Japon, la Banque centrale a poursuivi une politique monétaire accommodante dont l'objectif est d'encourager une baisse des taux d'intérêt sur le marché. A cet effet, la Banque du Japon achète des actifs financiers pour injecter le maximum de liquidité dans le secteur bancaire qui, à son tour distribuera des crédits dans de bonnes conditions. En poursuivant cette politique monétaire, la Banque du Japon veut réaliser un taux d'inflation de 2 p.c. qui est considéré comme un taux de stabilité économique.

1.5. Evolution des principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

1.5.1. Croissance du PIB et inflation

En 2014, la croissance économique des pays de la CEA s'est améliorée par rapport à l'année précédente comme le montre le tableau suivant.

Tableau 3 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA

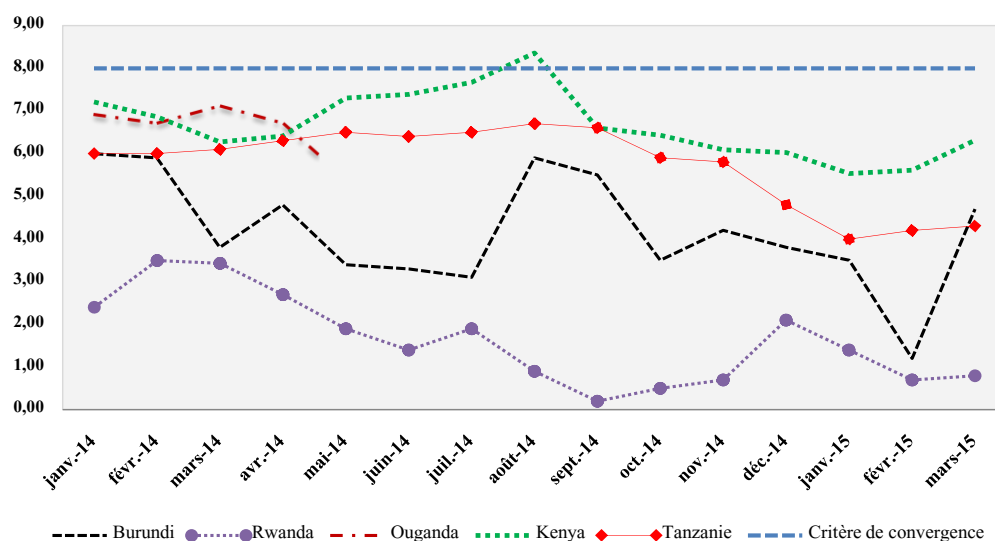
	2010	2011	2012	2013	2014	Projection	
						2015	2016
Burundi	5,1	4,2	4,0	4,5	4,7	4,8	5,0
Rwanda	6,3	7,5	8,8	4,7	7,0	7,0	7,0
Tanzanie	6,4	7,9	5,1	7,3	7,2	7,2	7,1
Ouganda	7,7	6,8	2,6	3,9	4,9	5,4	5,6
Kenya	8,4	6,1	4,5	5,7	5,3	6,9	7,2

Source: FMI, Perspectives Economiques Régionales, Afrique subsaharienne, Avril 2015

En 2015, les pays de la CEA devraient bénéficier des perspectives économiques favorables suite à la baisse des cours du pétrole. Cependant des risques pourraient contrarier la croissance, en l'occurrence le ralentissement de l'économie des principaux partenaires commerciaux.

Dans ces pays, depuis 2013, l'inflation reste modérée suite principalement à de bonnes performances agricoles et à la baisse des prix du pétrole.

Graphique2: Inflation dans les pays de la Communauté Est Africaine



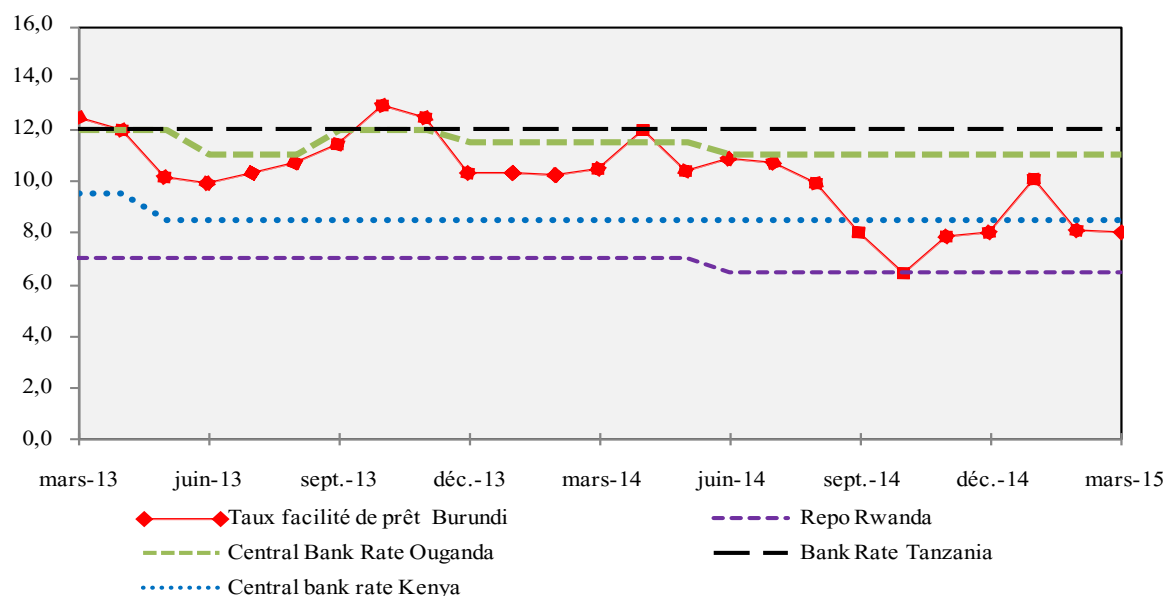
Source : Sites web des banques centrales

Au cours du premier trimestre de 2015, l'inflation est faible mais affiche une tendance à la hausse en mars dans tous les pays de la CEA. Cette augmentation a été plus marquée au Burundi où le taux d'inflation est passé de 1,2 à 4,8 p.c. Malgré cette hausse, le taux d'inflation reste sous la barre de 8 p.c., un des critères de convergence macroéconomique, pour l'ensemble des pays membres de la CEA.

1.5.2. Politique monétaire et de change

L'atténuation des pressions inflationnistes suite à de bonnes performances agricoles et à la baisse des prix du pétrole sur le marché international a permis aux pays de la CEA de poursuivre des politiques monétaires accommodantes pour soutenir le financement économique par le secteur bancaire.

Graphique 3: Taux d'intérêt des banques centrales de la CEA



Source : Sites web des banques centrales

Cette politique monétaire s'est traduite par la stabilité des taux d'intérêt directs appliqués par la plupart des pays de la région à l'exception du Burundi où le taux de facilité de prêt marginal fluctue périodiquement mais tend à la baisse de janvier à mars 2015, revenant de 10,1 à 8,0 p.c. Concernant le taux de change, toutes les monnaies des pays de la Communauté Est Africaine se sont dépréciées à des degrés divers par rapport au Dollar Américain au premier trimestre 2015.

Tableau 4 : Evolution du taux de change de l'USD par rapport aux monnaies de la CEA

	Burundi USD/BIF	Kenya USD/KES	Tanzanie USD/TZS	Uganda USD/UGX	Rwanda USD/RWF
Trim.4-14	1 550,00	89,88	1 714,09	2 723,74	688,76
Trim.1-15	1 554,50	91,53	1 812,44	2 890,21	689,98
Trim.2-15	1 559,21	95,81	2 037,39	3 058,44	694,70
Variation 1er Tr.15-2èTr.15	0,30	4,67	12,41	5,82	0,68

Le franc burundais s'est légèrement déprécié par rapport aux autres monnaies de la CEA alors que le shilling tanzanien a enregistré le taux de dépréciation le plus élevé.

1.5.3. Critères de convergence macroéconomiques

Au terme du premier trimestre 2015, les données statistiques disponibles ne nous permettent que d'évaluer deux critères, le taux d'inflation et les réserves de change en mois d'importations. En effet, tous les pays de la CEA sont parvenus à maintenir leur taux d'inflation en dessous du seuil de 8 p.c. au cours de la période sous revue comme le montre le graphique 2. Concernant les réserves de change, seul le Kenya dispose des réserves qui répondent au plancher de 4,5 mois exigé dans le protocole de l'Union monétaire. Elles couvrent 4,9 mois d'importations à fin mars 2015. Au Burundi, les réserves de change ne permettent de couvrir que 3,9 mois à cette même période.

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

L'économie burundaise devrait enregistrer de bonnes performances en 2015. En effet, le taux de croissance prévu pourrait atteindre 5,1 contre 4,7 p.c. en 2014. Cette croissance serait soutenue par la hausse de la production dans tous les secteurs.

Tableau 5 : Taux de croissance du PIB réel et taux d'inflation au Burundi

	2012	2013	2014	2015 (Proj)
1. Croissance du PIB réel	4,2	4,7	4,7	5,1
Secteur primaire	4,1	8,4	1,4	4,2
Secteur secondaire	6,5	2,5	2,0	3,9
Secteur tertiaire	4,0	3,3	6,5	4,6
2. Taux d'inflation	18,2	7,9	4,4	7,5

Source: MFPDE, Cadrage Macroéconomique, Novembre 2014

Cette évolution s'observe au cours du premier trimestre 2015 où les indicateurs montrent que les différents secteurs enregistrent une tendance à la hausse. Dans le primaire, la campagne 2015/2016 connaîtrait une hausse de la production du café vert qui devrait atteindre 18.680 contre 12.830 la campagne précédente, soit une progression de 45,6 p.c. La production du thé s'est accrue de 2,7 p.c. par rapport à la même période de l'année précédente, soit 3.225 contre 3.139 T. La prévision de la croissance annuelle du secteur est établie à 4,2 contre 1,4 p.c. en 2014.

Au niveau du secteur, la production industrielle s'est inscrite en augmentation comparée au trimestre correspondant de l'année 2014. En effet, l'indice de la production industrielle s'est accru de 16,6 p.c., passant de 93,4 à 108,9, en liaison avec l'augmentation de la production dans les branches des industries alimentaires (19,2 p.c.) et chimiques (4,4 p.c.). La production de l'énergie électrique a progressé de 19,3 p.c. par rapport à la même période de 2014. En termes annuels, le secteur secondaire progresserait de 3,9 contre 2,0 p.c.

Le secteur tertiaire, par contre, enregistrerait une décélération de la croissance en 2015, soit 4,6 contre 6,5 p.c.

Dans l'optique de la demande, la croissance du PIB serait tirée par l'accroissement des dépenses intérieures (5,6 contre 3,8 p.c.).

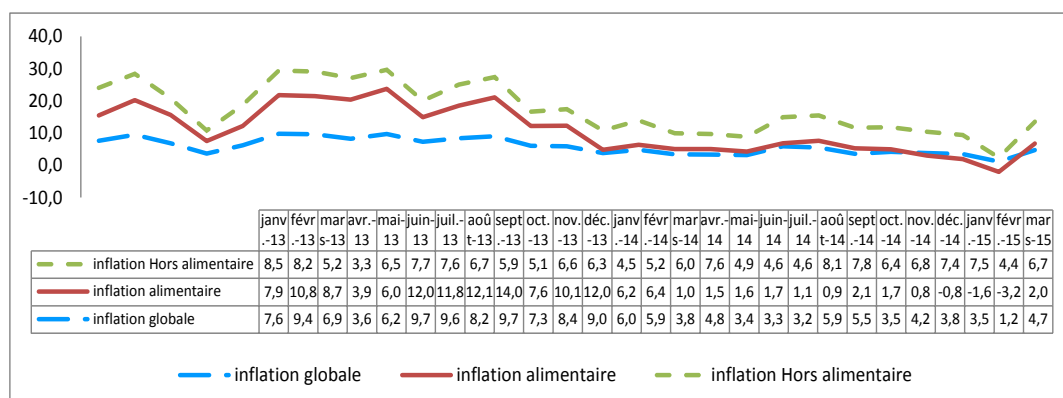
Tableau 6: Evolution des ressources et des emplois

	2012	2013	2014	2015
	A. Milliards de BIF (à prix courants)			
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	3365,8	3798,7	4206,2	4639,7
2. Importations (biens et services non facteurs)	1171,0	1404,7	1685,6	2022,8
3. Ressources = Emplois	4 536,8	5 203,4	5 891,8	6 662,5
4. Dépenses intérieures				
- Consommation	3435,2	3859,3	4244,7	4721,1
- Investissements Bruts	745,6	997,4	1182,7	1319,0
5. Exportations (biens et services non facteurs)	356,1	346,6	464,4	622,4
	B. Variations en p.c. (à prix constants)			
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	4,2	4,7	4,6	5,1
2. Importations (biens et services non facteurs)	5,3	2,8	5,1	4,0
3. Ressources = Emplois	4,5	4,1	4,8	4,8
4. Dépenses intérieures				
- Consommation	8,5	5,5	5,0	6,0
- Investissements Bruts	-8,9	-10,7	-3,0	-22,8
5. Exportations (biens et services non facteurs)	1,4	31,5	17,6	39,4
Source: MFPDE: Cadrage macroéconomique, Novembre 2014				

La hausse des dépenses concernerait surtout les investissements privés qui devraient s'accroître de 6,7 contre 7,9 p.c. l'année précédente et la consommation des ménages qui pourraient maintenir le taux de croissance de 5,0 p.c. Les investissements publics augmenteraient légèrement (0,3 contre -0,2 p.c.) et la consommation publique pourrait s'accélérer (8,3 contre 5,1 p.c.).

Au niveau de l'inflation, le premier trimestre 2015 a été caractérisé par la baisse du niveau général des prix en comparaison avec le trimestre correspondant de l'année précédente. En effet, taux d'inflation est revenu de 5,2 à 3,1 p.c. en rapport avec le fléchissement des prix des produits alimentaires (-0,9 contre 4,5 p.c.), les prix des produits non alimentaires ayant progressé (6,2 contre 5,2 p.c.).

Graphique 4: Inflation par principales composantes



Source : ISTEERBU

Par rapport au trimestre précédent, le taux d’inflation moyen du premier trimestre 2015 a enregistré une baisse (3,1 contre 3,8 p.c.) suite au recul des prix du secteur alimentaire (-0,9 contre 0,6p.c.) et au ralentissement de la croissance des prix du secteur non alimentaire (6,2 contre 6,9 p.c.).

Les prévisions annuelles de 2015 montrent que le niveau d’inflation pourrait s’établir à 5,5 contre 4,4 p.c. l’année précédente.

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

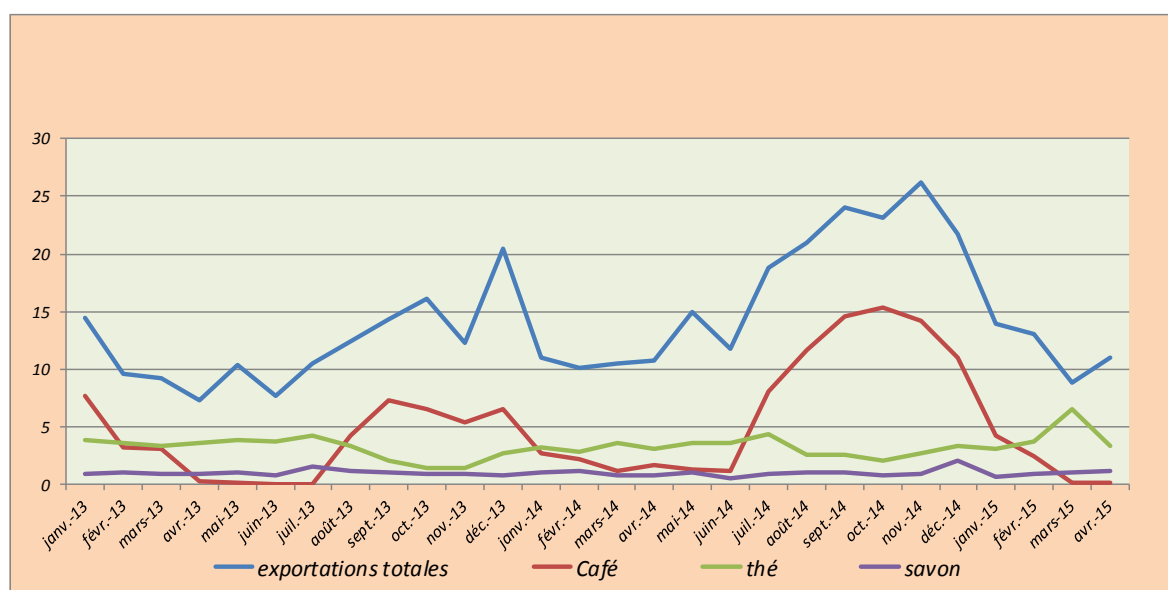
Au terme du premier trimestre 2015, le commerce extérieur a été caractérisé par une hausse des exportations de 13,1 p.c. et par une progression des importations de 35,8 p.c. par rapport au trimestre correspondant de 2014. Il en a résulté une augmentation du déficit commercial de 39,4 p.c. qui s’explique par la hausse des importations des biens d’équipement par la Brarudi, les sociétés de télécommunications Econet Burundi et Viettel Burundi (26,1% du total des importations sous forme d’investissements).

La progression des exportations a résulté des performances réalisées par le café (6.823,3 contre 5.995,2 MBIF), les peaux brutes (1.788,6 contre 1.472,1 MBIF), les minerais (2.367,9 contre

629,8 MBIF), les produits BRARUDI (2.428,8 contre 1.616,1MBIF), les cigarettes (1.894,9 contre 1.095,0 MBIF) et la farine de blé (2.418,7contre 2.197,2 MBIF).

De même, les importations ont enregistré une hausse en raison essentiellement de l'augmentation des approvisionnements en biens d'équipement, notamment les chaudières et engins mécaniques (70.381,0 contre 14.236,9 MBIF), le matériel électrique (80.413,1 contre 28.011,9 MBIF). Par contre, les importations des biens de production et de consommation ont toutes connu des diminutions de 17.514,2 et de 1.000,2 MBIF respectivement.

Graphique 5: Evolution des principaux produits exportés (en Mds de BIF).



Source : BRB

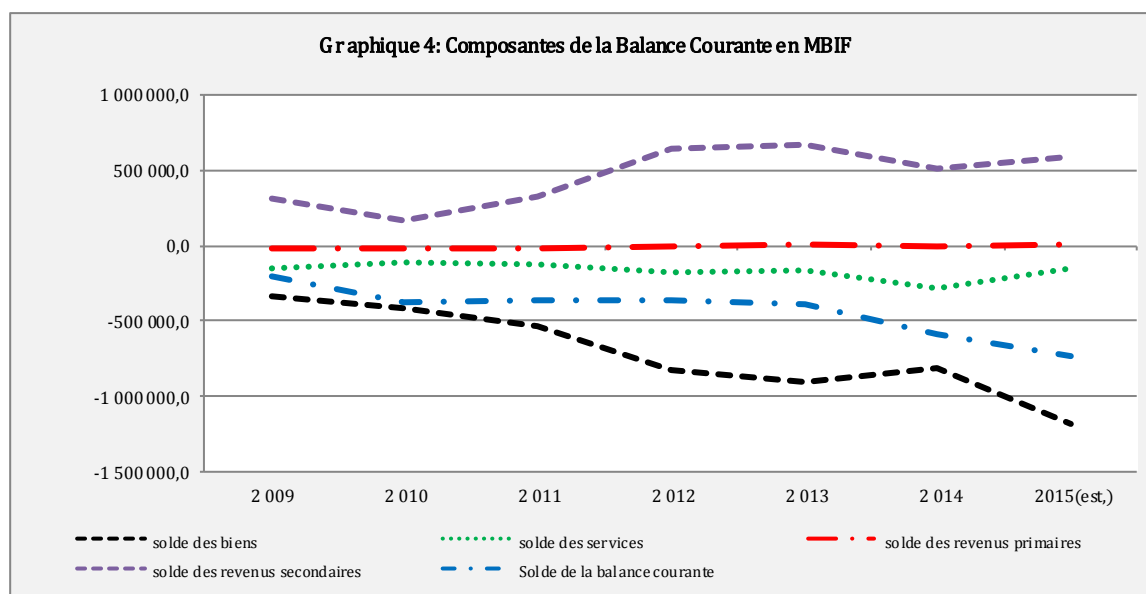
Malgré les performances enregistrées au cours de ce premier trimestre 2015, la couverture des importations par les exportations reste trop faible, s'établissant à 9,2 contre 11,1 p.c.

2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du premier trimestre 2015 se caractérise par une augmentation du besoin de financement (soldes du compte courant et de capital) de 251.203,3 contre 197.395,7 MBIF au même trimestre de 2014, en liaison avec l'aggravation du déficit courant (-274.231,7 contre -225.817,8 MBIF) et la baisse de l'excédent du compte de capital (23.028,4 contre 28.42,2 MBIF).

La détérioration du compte courant a résulté de l'aggravation des déficits des biens, des services et des revenus primaires (-424.433,9 contre -306.952,4 MBIF) qui ont contrebalancé la hausse des apports extérieurs au titres des revenus secondaires (150.202,2 contre 81.134,5 MIF).

Graphique6: Evolution des composantes de la balance courante (en Mds de BIF)



Source : BRB

Les estimations de la balance des paiements de l'année 2015 font ressortir une aggravation du déficit courant (-738.539,7 contre -594.633,5 MBIF) suite principalement à la détérioration de la balance commerciale (-1.182.638,2 contre -809.449,3 MBIF).

2.2.3. Evolution des avoirs extérieurs³

Au premier trimestre 2015, les avoirs extérieurs bruts ont connu une baisse de 5,19 p.c. passant de 521,47 à fin décembre 2014 à 494,41MUSD à fin mars 2015. Par rapport à fin mars de l'année précédente, ils ont diminué de 7,44 p.c.

³ Les avoirs extérieurs = Réserves de change brutes de la BRB et celles des banques commerciales

Tableau 7 : Evolution des avoirs extérieurs en MUSD

	Fin mars. 2014	Fin déc. 2014	Fin mars. 2015
Réserves de change de la BRB (dont réserves officielles ⁴) :	317,48 (316,25)	321,96 (317,26)	302,90 (301,67)
Réserves de change des banques commerciales	216,67	199,51	191,51
Avoirs extérieurs	534,15	521,47	494,41

Source : BRB

D'un trimestre à l'autre, les réserves de change de la BRB et des banques commerciales ont diminué respectivement de 5,92 p.c. et de 4,01 p.c. revenant de 321,96 à 302,90 MUSD et de 199,51 à 191,51 MUSD. En glissement annuel, les avoirs extérieurs de la BRB et des banques commerciales à fin mars 2015 sont toujours en diminution, revenant respectivement de 317,48 à 302,90 MUSD et de 216,67 à 191,51 MUSD.

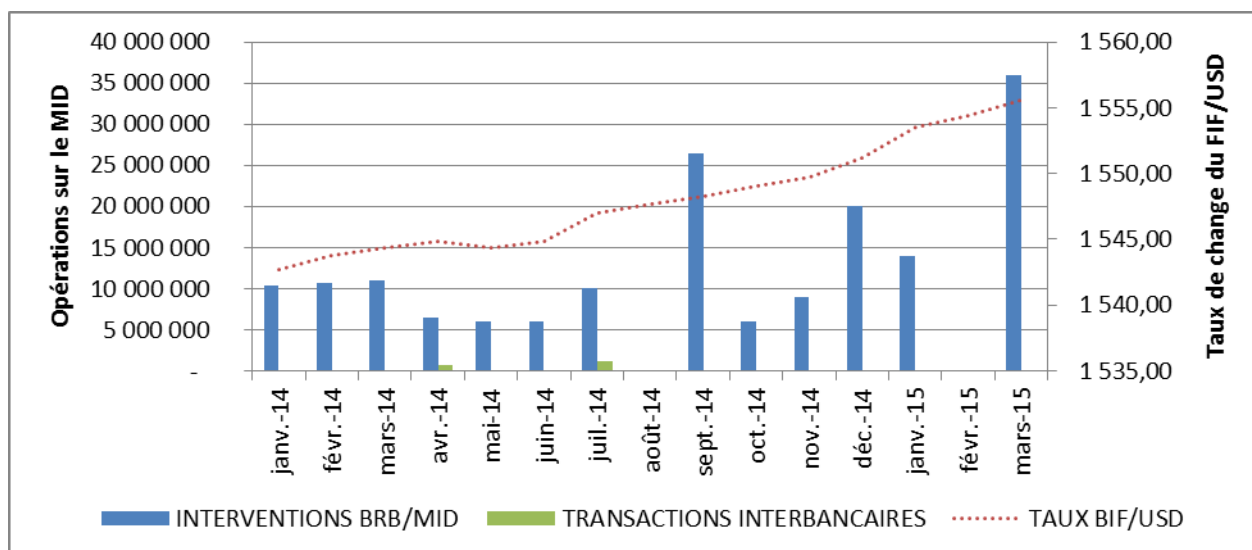
Les réserves officielles à la fin du 1^{ème} trimestre 2015 (301,67 MUSD) ont diminué de 4,91 p.c. par rapport à celles de la fin du trimestre précédent (317,26 MUSD), couvrant 3,9 mois d'importations contre 4,1 mois pour le trimestre précédent. La diminution de ces réserves s'explique par le fait que les recettes (39,89 MUSD) ont été inférieures aux dépenses (42,79 MUSD).

2.2.4. Evolution des opérations sur le Marché Interbancaire de Devises et du taux de change

Au cours du 1^{ème} trimestre 2015, la BRB a effectué des interventions sur le MID pour un montant de 50,0 MUSD contre 35,0 MUSD au trimestre précédent, soit une augmentation de 42,86 p.c. Pendant la même période de l'année 2014, la BRB est intervenue à hauteur de 32,0 MUSD.

⁴ Les réserves officielles = Réserves de change brutes de la BRB moins les provisions pour crédits documentaires (Credoc)

Graphique7: Transactions sur le MID et taux de change



Source : BRB

Concernant les transactions interbancaires des devises, aucune opération n'a été effectuée au cours du 1^{ème} trimestre 2015 comme pour le trimestre précédent. La même période de l'année 2014 n'a pas aussi enregistré de transactions interbancaires.

D'un trimestre à l'autre, le taux de change moyen est passé de 1550,00 à 1554,50 BIF/USD, soit une dépréciation de 0,29p.c.

2.3. Finances publiques

Au premier trimestre 2015, les finances publiques ont été caractérisées par un accroissement des recettes et une augmentation modérée des dépenses. De ce fait, le déficit budgétaire enregistré au premier trimestre 2015 a été moins profond que le trimestre correspondant de 2014.

En glissement annuel, les recettes ont enregistré un accroissement de 26.253,5 MBIF (soit 18,5 p.c.), passant de 142.054,6 à fin mars 2014 à 168.308,1 MBIF à fin mars 2015. Cependant, ces recettes ont enregistré une forte diminution de 12,2 p.c. (-23.319,4 MBIF) par rapport au trimestre précédent. En termes de réalisations, ces recettes représentent 22,6 p.c. des prévisions annuelles contre 21,0 p.c. à la même période de l'année précédente.

Les appuis budgétaires se sont accrus au premier trimestre 2015 par rapport au même trimestre de 2014, soit 52.028,8 MBIF en mars 2015 contre 6.280,0 MBIF en mars 2014. Cette tendance

s'observe également en comparaison avec le trimestre précédent où ces recettes sont passées de 9.428,3 à 52.028,8 MBIF.

Les dons en capital enregistrés au premier trimestre 2015, ont connu une baisse de 18.098,6 MBIF par rapport à la période correspondante de l'année précédente, revenant de 41.186,0 à 23.087,4 MBIF. Comparé au trimestre précédent (41.019,2 MBIF), ces dons ont diminué de 20,7 p.c.

Les dépenses ont connu une augmentation de 2.953,1 MBIF ou 1,1 p.c., soit 282.934,7 contre 279.981,6 MBIF au même trimestre de 2014, en liaison avec l'augmentation des dépenses courantes (+34.530,7 MBIF) qui a contrebalancé la chute des dépenses en capital (-31.577,6 MBIF). Par rapport au quatrième trimestre de 2014, elles se sont accrues de 41.847,2 MBIF (17,4 p.c.), passant de 240.772,9 à 282.934,7 MBIF.

En rapport avec la forte amélioration des recettes et l'accroissement modéré des dépenses publiques au premier trimestre 2015, le solde budgétaire global (base engagement) s'est largement amélioré par rapport à la même période de l'année 2014, soit -39.510,4 contre -90.461,0 MBIF. Rapporté au PIB, le déficit s'est établi à 0,6 contre 2,2 p.c.

Tableau 8 : Opérations financières de l'Etat

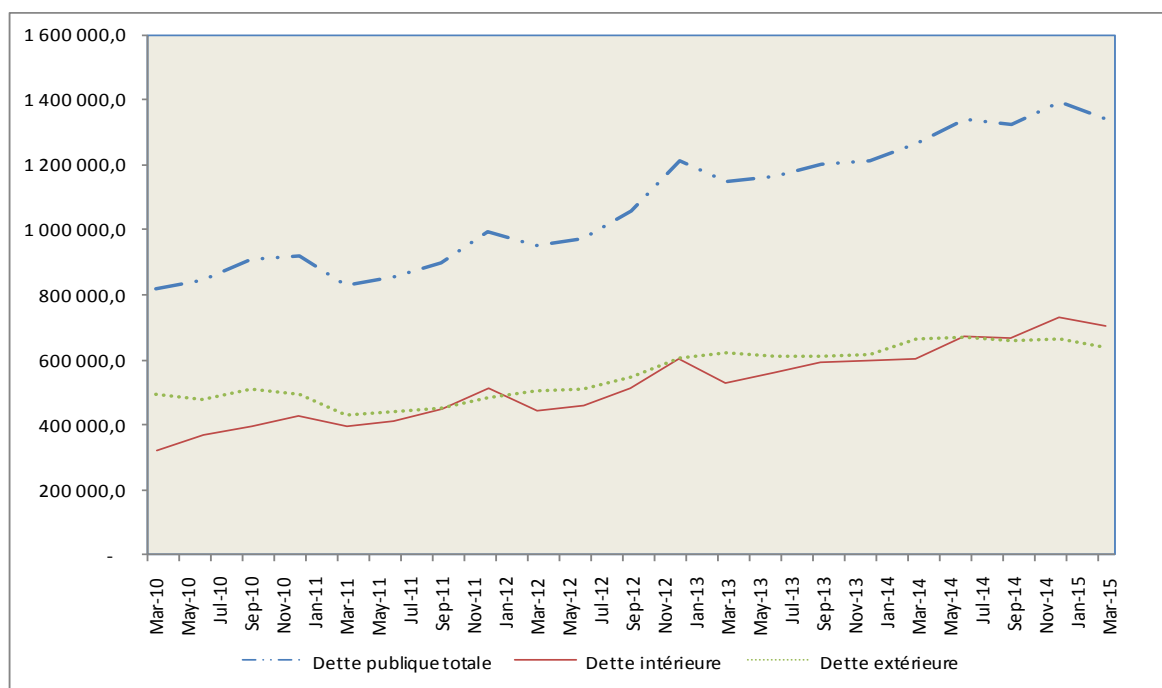
	Evolution annuelle			Evolution trimestrielle				
	2012	2013	2014	2014				2015
				1er trim	2e trim	3e trim	4e trim	
A. RECETTES ET DONNS	705 729,5	841 657,8	877 040,5	189 520,6	213 500,6	231 721,7	242 297,5	243 424,3
a. Recettes	550 780,0	566 995,8	663 212,0	142 054,6	159 973,2	169 334,1	191 850,0	168 308,1
Recettes courantes	511 380,0	562 302,1	656 026,4	137 991,0	159 397,4	167 010,5	191 627,5	166 653,7
Recettes exceptionnelles	39 400,0	4 693,7	7 185,6	4 063,6	575,9	2 323,7	222,5	1 654,4
b. Dons	154 949,5	274 662,0	213 828,5	47 466,0	53 527,4	62 387,6	50 447,5	75 116,2
courants		118 849,5	46 942,5	6 280,0	0,0	31 234,1	9 428,3	52 028,8
en capital		155 812,5	166 886,1	41 186,0	53 527,4	31 153,5	41 019,2	23 087,4
B. DEPENSES	827 237,0	953 819,7	1 044 076,3	279 981,6	247 569,7	273 582,5	250 425,3	282 934,7
a. Dépenses courantes	591 980,2	689 116,6	714 913,1	189 373,4	156 340,7	202 910,7	172 967,9	223 904,1
Salaires	282 162,4	295 659,5	314 387,2	70 745,4	72 666,3	93 118,5	77 856,9	84 192,5
b. Dépenses en capital	235 256,8	264 703,1	329 163,2	90 608,2	91 228,9	70 671,8	77 457,4	59 030,6
Sur ressources nationales		94 343,0	105 578,6	15 428,8	28 699,8	30 561,8	30 888,2	24 930,7
Sur prêts et dons extérieurs		168 954,5	223 584,7	75 179,4	62 529,1	40 110,0	46 569,2	34 099,9
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-121 507,4	-112 161,9	-167 035,8	-90 461,0	-34 069,1	-41 860,8	-8 127,7	-39 510,4
C. FINANCEMENT	121 507,4	112 161,9	167 035,8	90 461,0	34 069,0	41 860,8	8 127,8	39 510,4
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	100 484,8	5 906,1	48 080,5	32 601,2	7 470,4	4 780,1	4 353,5	1 124,6
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	34 058,0	106 895,8	155 146,4	10 171,4	63 037,3	-25 346,4	107 284,1	-27 107,5
D. Erreurs et omission		-640,0	-36 191,1	47 688,4	-36 438,7	62 427,2	-103 509,8	65 493,3

Source : BRB

Au premier trimestre 2015, le financement extérieur net s'est élevé à 1124,6 MBIF et le désendettement intérieur du Trésor Public s'élève 27.107,5 MBIF.

L'encours la dette publique globale (1.339.176,2 contre 1.394.069,8 MBIF), a fléchi de 54.893,6 MBIF par rapport au quatrième trimestre 2014. En glissement annuel, par contre, le stock de la dette publique globale a augmenté de 72.915,4 MBIF passant de 1.266.260,3 à 1.339.176,2 MBIF.

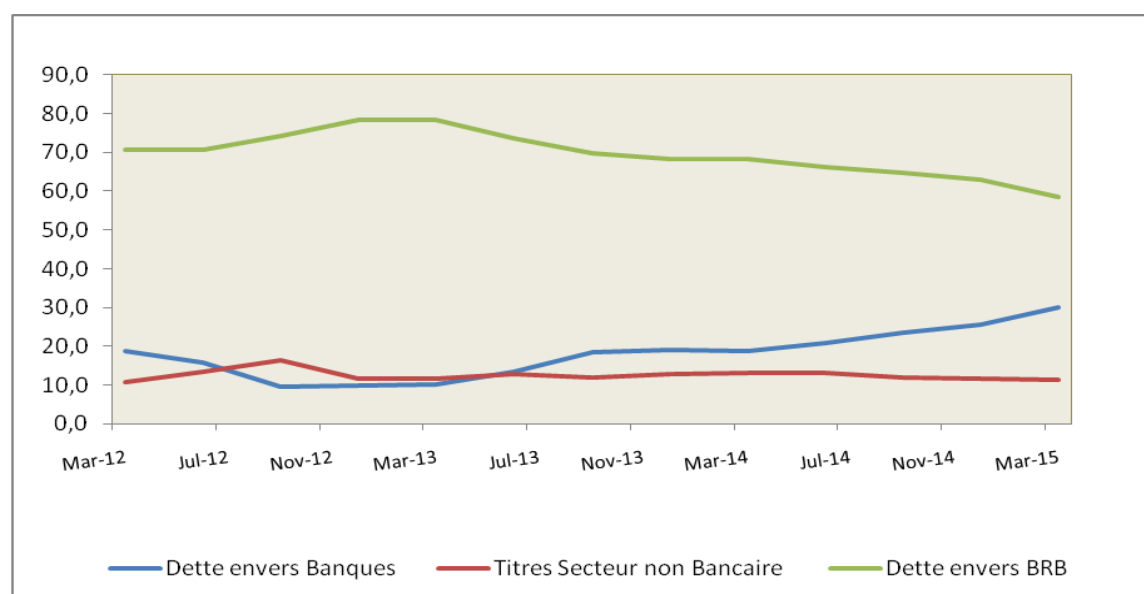
Graphique 9: Evolution de la dette publique en MBIF



Source : BRB

La part de la dette intérieure reste prépondérante en dépit des efforts de remboursement surtout envers la Banque Centrale. En effet, au premier trimestre 2015, l'encours de la dette intérieure représente 52,5 p.c., soit 703.624,0 MBIF contre 635.552,2 MBIF pour la dette extérieure.

Graphique 10: Composition de la dette intérieure en p.c.



Source : BRB

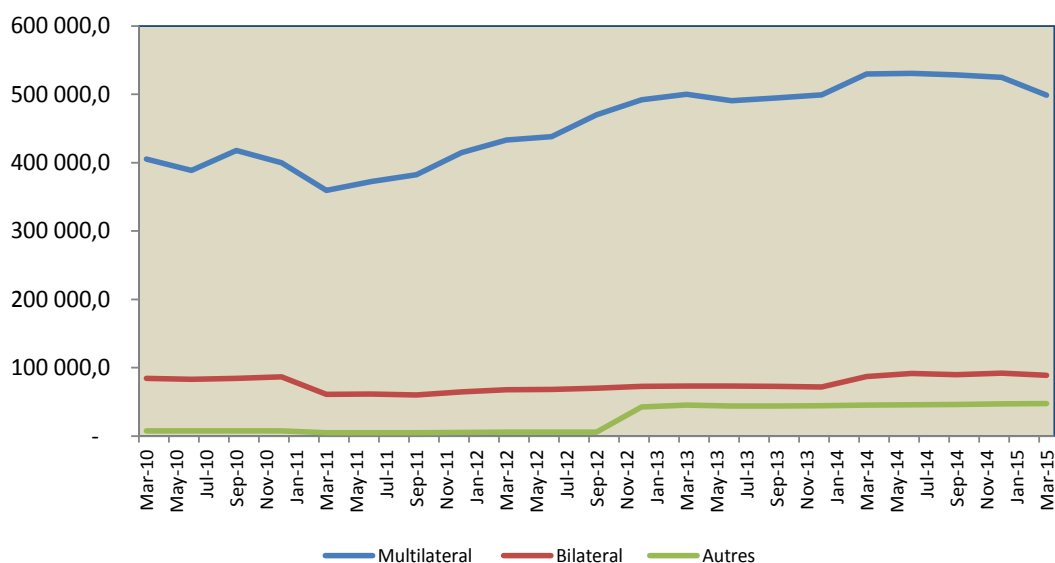
La dette envers la Banque Centrale, bien qu'en légère baisse, garde une place dominante, 58,6 p.c. à la fin du premier trimestre 2015, contre 63,0 p.c. au quatrième trimestre 2014.

Cette tendance à la baisse répond au principe de suppression progressive du financement monétaire du déficit budgétaire qui doit prendre fin d'ici 2016⁵.

Quant à la dette extérieure, la composante multilatérale avec des conditions concessionnelles est très prépondérante, ce qui reflète une bonne gestion de la dette publique qui répond aux accords avec les bailleurs

⁵ Statuts de la BRB article 76

Graphique 11: Composition de la dette extérieure (par créanciers)



Source : BRB

Le ratio de la dette publique totale sur le PIB est estimé à 28,9 p.c. tandis que celui de la dette publique extérieure totale par rapport au PIB est de 13,7 p.c. et la part de la dette intérieure étant de 15,2 p.c.

2.4. Secteur monétaire

Au cours du premier trimestre 2015, la Banque a continué de mettre en œuvre une politique monétaire prudente fondée sur le ciblage des agrégats monétaires dans le but de maintenir la stabilité des prix. Cette politique a été conduite à travers le contrôle de la base monétaire et le suivi des critères quantitatifs des avoirs intérieurs et extérieurs nets.

2.4.1. Evolution de la liquidité bancaire et des taux d'intérêts

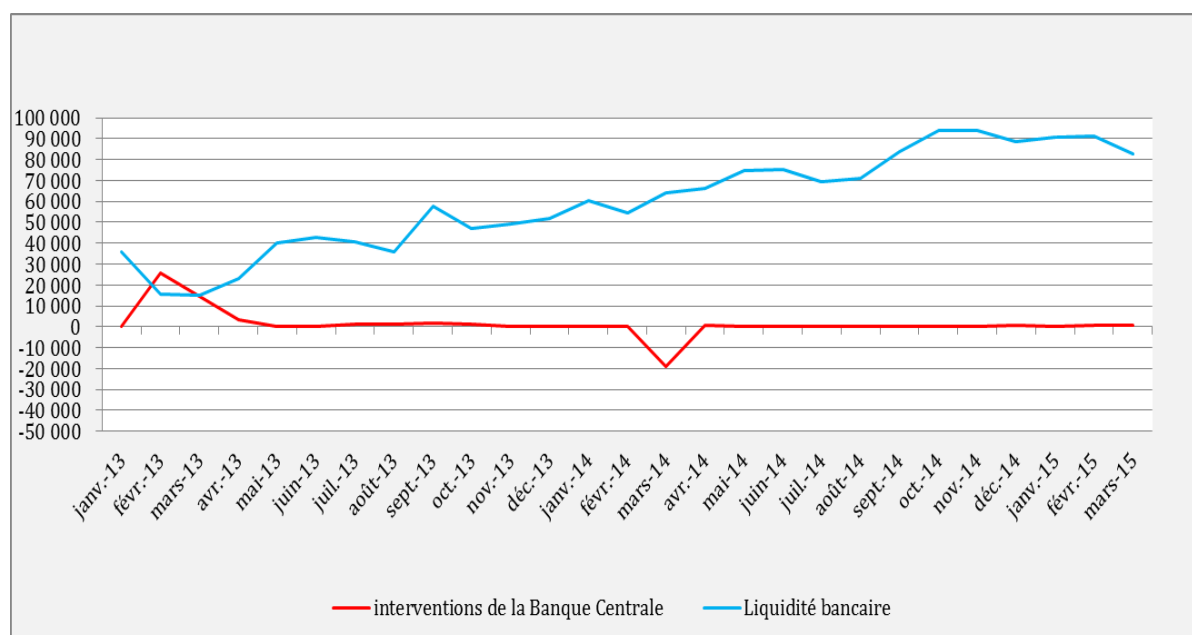
En dépit de la baisse de la liquidité⁶ bancaire de 4,2 p.c. par rapport au dernier trimestre 2014, (de 92.122 à 88.224 MBIF en moyenne journalière), la politique monétaire a été conduite dans un contexte d'abondance de liquidité. Malgré cette abondance, certaines banques ont recouru aux

⁶ La liquidité bancaire est mesurée par la somme des réserves des banques commerciales à la Banque Centrale excluant les interventions de la Banque Centrale.

facilités de prêt marginal dont la moyenne trimestrielle est de 623 MBIF contre 371 MBIF au trimestre précédent.

Par rapport à la même période de 2014, la liquidité bancaire a augmenté de 47 p.c. au premier trimestre 2015.

Graphique11: Liquidité bancaire et interventions de la BRB (en MBIF)

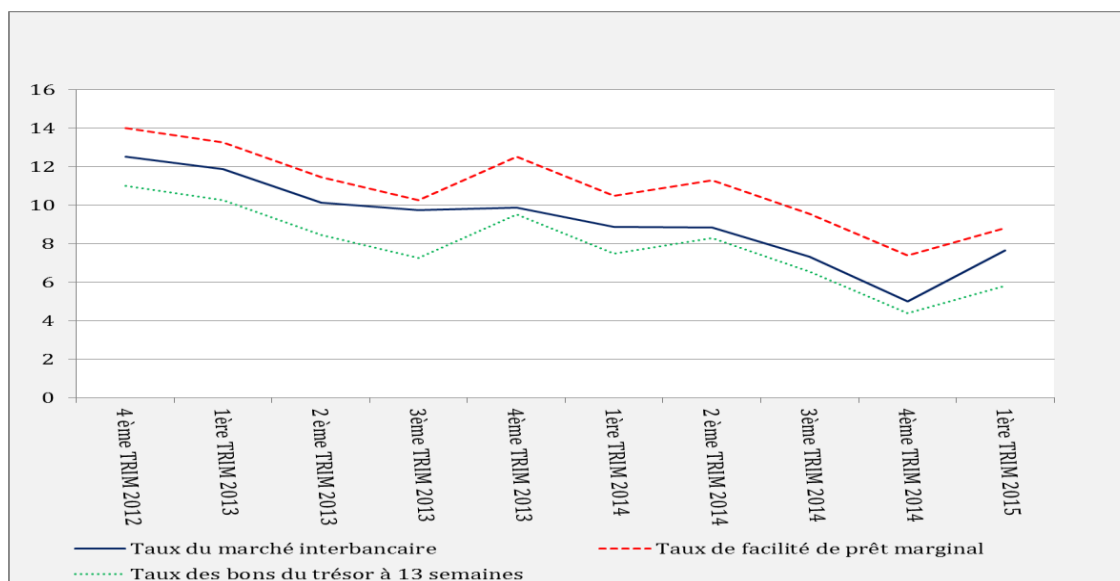


Source : BRB

De même, la baisse de la liquidité bancaire au premier trimestre 2015 a entraîné une hausse des taux d'intérêts du marché monétaire. En effet, le taux moyen pondéré trimestriel du marché interbancaire est passé de 5,01 à 7,63 p.c. et celui sur la facilité de prêt marginal a été de 8,81 contre 7,37 p.c. le trimestre précédent, suite à la hausse de celui sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé, soit 5,81 contre 4,37 p.c.

Par rapport à la même période de l'année précédente, tous les taux du marché monétaire se sont repliés, revenant de 8,85 à 7,63 p.c. pour le taux du marché interbancaire, de 10,49 à 8,81 p.c. pour le taux de la facilité de prêt marginal et de 7,49 à 5,81 p.c. pour le taux d'intérêt sur les Bons du Trésor à 13 semaines.

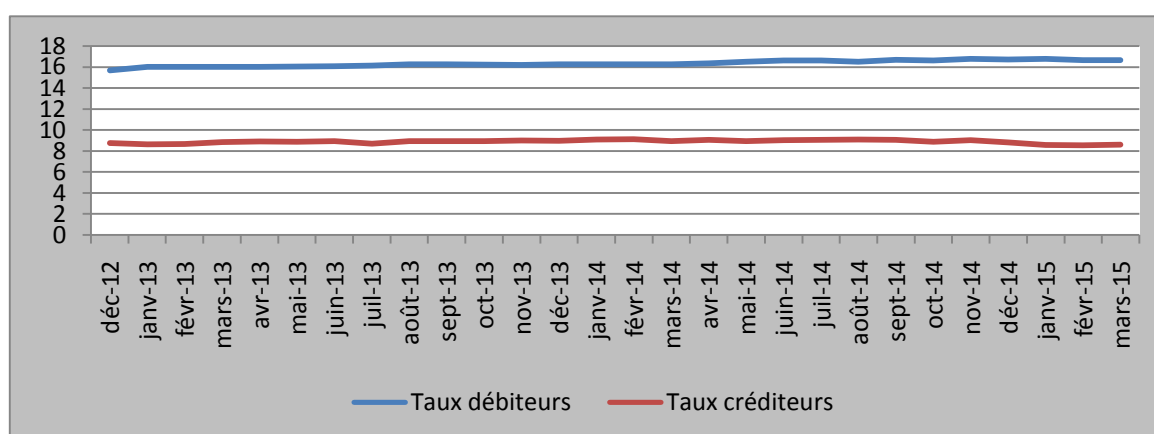
Graphique12: Taux d'intérêt du marché monétaire



Source : BRB

Les taux moyens pondérés débiteurs et créditeurs ont enregistré une légère diminution au cours du premier trimestre 2015. En effet, les taux débiteurs se sont repliés, revenant de 16,71 à fin décembre 2014 à 16,65 p.c. Cette baisse a concerné les taux à court (17,23 contre 17,27 p.c.), à moyen (15,54 contre 15,65 p.c.) et à long termes (15,73 contre 15,86 p.c.). De même, les taux créditeurs moyens pondérés ont fléchi, revenant de 8,80 à 8,60 p.c., en raison de la baisse des taux d'intérêt sur les dépôts à vue (4,16 contre 5,23 p.c.), les comptes sur livrets (6,70 contre 7,34 p.c.), les dépôts à terme (9,67 contre 9,91 p.c.) et sur les bons de caisse (9,58 contre 10,44 p.c.).

Graphique13: Evolution des taux moyens débiteurs et créditeurs



Source : BRB

En glissement annuel, les taux débiteurs et créditeurs ont connu une évolution contrastée. En effet, les taux débiteurs moyens pondérés se sont accrus, passant de 16,26 à 16,65 p.c. alors que les taux créditeurs moyens pondérés se sont contractés, revenant de 8,95 à 8,60 p.c. Ainsi, l'écart entre les taux débiteurs et créditeurs s'est légèrement élargi, passant de 7,31 à 7,56 pc.

2.4.2. Evolution de la base monétaire

Au terme du premier trimestre 2015, la base monétaire s'est contractée de 52.204,0 MBIF, soit - 14,7 p.c., revenant de 355.001,2MBIF à fin décembre 2014 à 302.797,2 MBIF à fin mars 2015. Cette diminution est consécutive à la baisse des dépôts du secteur bancaire (-39,4 p.c.), des dépôts divers (-10,7 p.c.) et du volume des billets et pièces en circulation (-1,8 p.c.), les dépôts des établissements financiers ayant augmenté de 15,6 p.c.

Tableau 9 : Evolution des composantes de la base monétaire et de ses contreparties

	déc. 2013	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15
Composantes						
Billets et pièces en circulation	211 683,7	201 300,8	223 781,8	222 708,0	227 340,9	223 176,6
Dépôts du secteur bancaire	87 846,7	71 323,4	102 078,3	81 414,6	121 130,6	73 361,4
Dépôts des établissements financiers	2 674,0	1 135,9	1 303,5	2 407,5	1 624,7	1 878,3
Dépôts divers	4 381,9	2 439,5	7 734,8	3 146,1	4 905,0	4 380,9
Total	306 586,3	276 199,6	334 898,4	309 676,2	355 001,2	302 797,2
Contreparties						
Avoirs extérieurs nets	116 935,6	93 820,2	87 873,0	141 638,9	127 477,4	114 328,0
Avoirs intérieurs nets	189 650,7	182 379,4	247 025,4	168 037,3	227 523,8	188 469,2
Créances nettes sur l'Etat	229 474,0	243 395,2	282 645,4	195 393,8	263 591,2	215 593,9
Autres postes nets	- 39 823,3	- 61 015,8	- 35 620,0	- 27 356,5	- 36 067,4	- 27 124,7

Source : BRB

Par rapport au trimestre précédent, la diminution de la base monétaire a résulté de la baisse des avoirs intérieurs (-17,2 p.c.) et extérieurs nets (-10,3 p.c.).

La diminution des avoirs intérieurs nets s'explique par celle des créances nettes sur l'Etat (215.593,9 contre 263.591,2 MBIF, soit -18,2 p.c.), suite à la diminution des avances ordinaires (-57,3 p.c.), et des autres postes nets (-24,8 p.c.).

En termes de glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 9,6 p.c., passant de 276.199,6 à 302.797,2 MBIF. Cette progression a concerné l'ensemble de ses composantes : à hauteur de 10,9 p.c. pour les billets et pièces en circulation, de 2,9 p.c. pour les dépôts du secteur bancaire, de 79,6 p.c. pour les dépôts divers et de 65,4 p.c. pour les dépôts des établissements financiers.

Au niveau des contreparties de la base monétaire, les avoirs intérieurs se accrus de 3,3 p.c. et les avoirs extérieurs nets de 21,9 p.c. La progression des avoirs intérieurs nets s'explique par celle des autres postes nets (+33.891,1 MBIF) qui a dépassé la baisse de l'endettement net de l'Etat (-27.801,3 MBIF).

Tableau 10 : Origine de la variation de la base monétaire à fin mars 2015 (en points de pourcentage)

	Par rapport à mars 2014	Par rapport à décembre 2014
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	7,4	-3,7
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	2,2	-11,0
dont: - Créances nettes sur l'Etat	-10,1	-13,5
- Autres postes nets	12,3	2,5
Base monétaire	9,6	-14,7

Source : BRB

Le tableau ci-dessus montre que la décroissance trimestrielle de la base monétaire a été à la fois d'origine interne et externe. En effet, les avoirs intérieurs et extérieurs nets ont contribué négativement à hauteur de 11,0 points et 3,7 points de pourcentage respectivement

De même, en glissement annuel, la croissance de la base monétaire a été, à la fois, d'origine interne et externe : les avoirs intérieurs ont contribué à hauteur de 2,2 points de pourcentage et les avoirs extérieurs nets à concurrence de 7,4 points de pourcentage.

Tableau 11: Evolution de la base monétaire (en MBIF)

	2013		2014		2015 (Proj.)	
	Plafond	Réal.	Plafond	Réal.	Plafond	Réal
Mars	284 700	252 619	257 300	276.200	398.300	302.797
Juin	309 600	280 590	282.800	334.898	381.400	-
Septembre	313 700	277 413	302.200	309.676	410.900	-
Décembre	252 000	306 586	339.100	355.001	415.000	-

Source: BRB

Au terme du premier trimestre de l'année 2015, le critère de la base monétaire a été respecté, la base monétaire s'étant établie à 302,8 Mds de BIF contre un plafond de 398,3 Mds de BIF fixé dans le programme économique et financier.

Les contreparties de la base monétaire se sont également fixées dans les limites du programme. En effet, les avoirs extérieurs nets se sont élevés à 114,3 Mds de BIF alors que le niveau minimum exigé était de 79,9 Mds de BIF, et les avoirs intérieurs nets se sont fixés à 188,5 Mds de BIF contre un plafond de 318,4 Mds de BIF.

Compte tenu de l'évolution de ces agrégats, il s'avère que le plafond de la base monétaire (381,4 Mds de BIF) déterminé dans le programme économique et financier pour le deuxième trimestre 2015 sera respecté si de nouveaux concours de la Banque centrale à l'Etat demeurent modérés.

2.4.3. La masse monétaire et ses contreparties

Comparée à celle de la fin du trimestre précédent, la masse monétaire à fin mars 2015 s'est contractée de 4,9 p.c., revenant de 1.048.189,7 à 997.206,5 MBIF. Cette diminution a concerné, à la fois, l'agrégat monétaire M2 (-4,1 p.c.) et les dépôts en devises des résidents (-9,1 p.c.). La diminution de M2 a concerné la circulation fiduciaire hors banques (-2,6 p.c.) et les dépôts à vue en BIF (-9,5 p.c.).

La diminution de la masse monétaire au sens large a trouvé son origine dans le repli des avoirs extérieurs nets (-10,9 p.c.) et intérieurs nets (-3,6 p.c.) La contraction de ces derniers a porté, à la fois, sur le crédit intérieur (-4,1 p.c.), suite à la baisse des créances nettes sur l'Etat (-9,9 p.c.), et sur les autres postes nets (-5,5 p.c.).

Tableau 12: Evolution de la masse monétaire M3 et de ses contreparties (en MBIF)

	déc-13	mars-14	juin-14	sept 2014 (p)	déc 2014 (p)	Mars 2015 (p)
M3	939 527,9	931 579,7	993 945,5	983 809,0	1 048 189,7	997 206,5
AEN	229 756,1	210 948,1	184 772,8	212 858,8	180 528,5	160 891,0
AIN	709 771,8	720 631,6	809 172,7	770 950,2	867 661,2	836 315,5
Crédit intérieur	972 302,3	977 375,5	1 078 961,2	1 023 050,9	1 138 620,9	1 092 249,3
Créances nettes	274 749,0	284 005,6	359 935,7	289 336,9	387 480,7	349 058,2
Créances sur l	697 553,3	693 369,9	719 025,5	733 714,0	751 140,2	743 191,1
Autres postes nets	- 262 530,5	- 256 743,9	- 269 788,5	- 252 100,7	- 270 959,7	- 255 933,8
Variations par rapport au trimestre précédent						
M3	4,1	-0,8	6,7	-1,0	6,5	-4,9
AEN	39,4	-8,2	-12,4	15,2	-15,2	-10,9
AIN	-3,8	1,5	12,3	-4,7	12,5	-3,6
Crédit intérieur	-3,7	0,5	10,4	-5,2	11,3	-4,1
Créances nettes	-5,8	3,4	26,7	-19,6	33,9	-9,9
Créances sur l	-2,8	-0,6	3,7	2,0	2,4	-1,1
Autres postes nets	-3,4	-2,2	5,1	-6,6	7,5	-5,5

Source: BRB

En glissement annuel, la masse monétaire M3 a progressé de 7,0 p.c., passant de 931.579,7 MBIF à fin mars 2014 à 997.206,5 MBIF à fin mars 2015, en rapport avec l'accroissement de la composante M2 (8,5 p.c.), les dépôts en devises des résidents ayant baissé de 0,4 p.c. L'augmentation de l'agrégat M2 a porté sur la circulation fiduciaire hors banques (12,4 p.c.), les avoirs à vue (8,8 p.c.) ainsi que sur les dépôts à terme et d'épargne de (2,4 p.c.).

Au niveau des contreparties de la masse monétaire, les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 16,1 p.c. alors que les avoirs extérieurs nets ont baissé de 23,7 p.c. La progression des avoirs intérieurs nets a été tirée par l'augmentation de l'endettement net de l'Etat (22,9 p.c.) et des créances sur l'économie (7,2 p.c.), les autres postes nets ayant légèrement diminué de 0,3 p.c.

L'analyse de l'origine de la croissance de la masse monétaire montre que les avoirs intérieurs nets ont contribué positivement à hauteur de 12,4 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une incidence restrictive à concurrence de 5,4 points de pourcentage, traduisant ainsi une création monétaire d'origine interne.

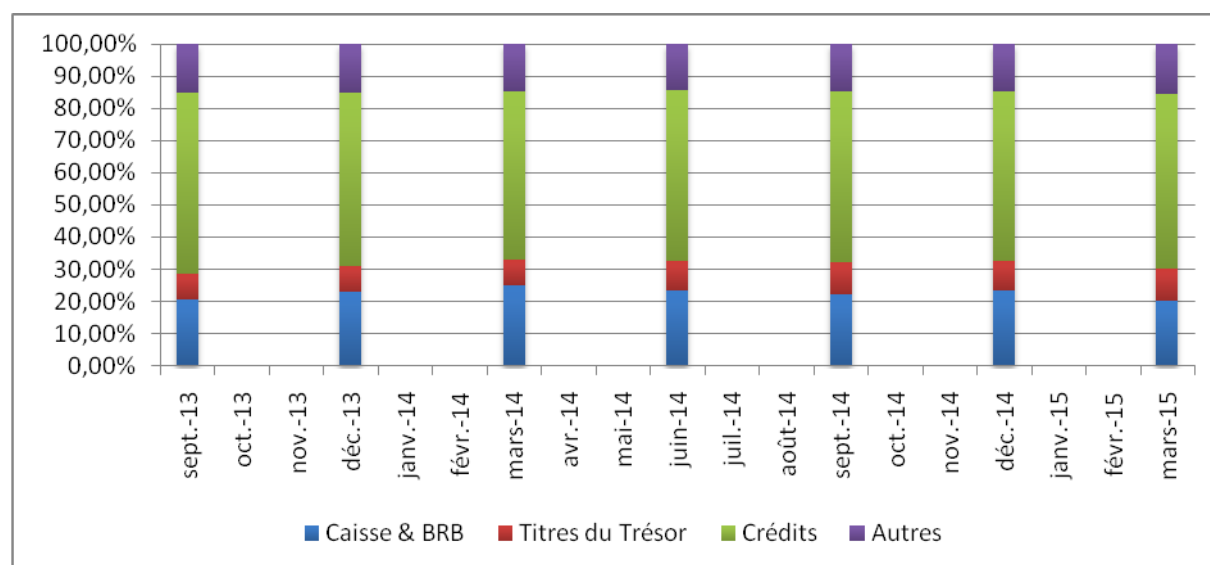
2.5. Situation du système bancaire et stabilité financière**2.5.1. Evolution de l'activité bancaire**

En glissement annuel, les emplois des établissements de crédit ont augmenté de 10,3 p.c., passant de 1.400.028,2 MBIF au 31 mars 2014 à 1.544.253,8 MBIF au 31 mars 2015. Cette croissance s'observe principalement aux postes « Titres du Trésor » et « Crédits à l'économie ». Le volume des titres du Trésor est passé de 108.771,9 MBIF à fin mars 2014 à 156.652,5 MBIF à fin mars 2015, soit une croissance de 44 p.c. tandis que l'encours des crédits à l'économie est de

834.380,4 MBIF à fin mars 2015 contre 734.741, 2 MBIF à fin mars 2014, soit une croissance de 13,6 p.c.

Le volume des crédits à l'économie et des titres du Trésor représente respectivement 54,0 et 10,1 p.c. du total de l'actif à fin mars 2015.

Graphique 14: Répartition des emplois du secteur bancaire

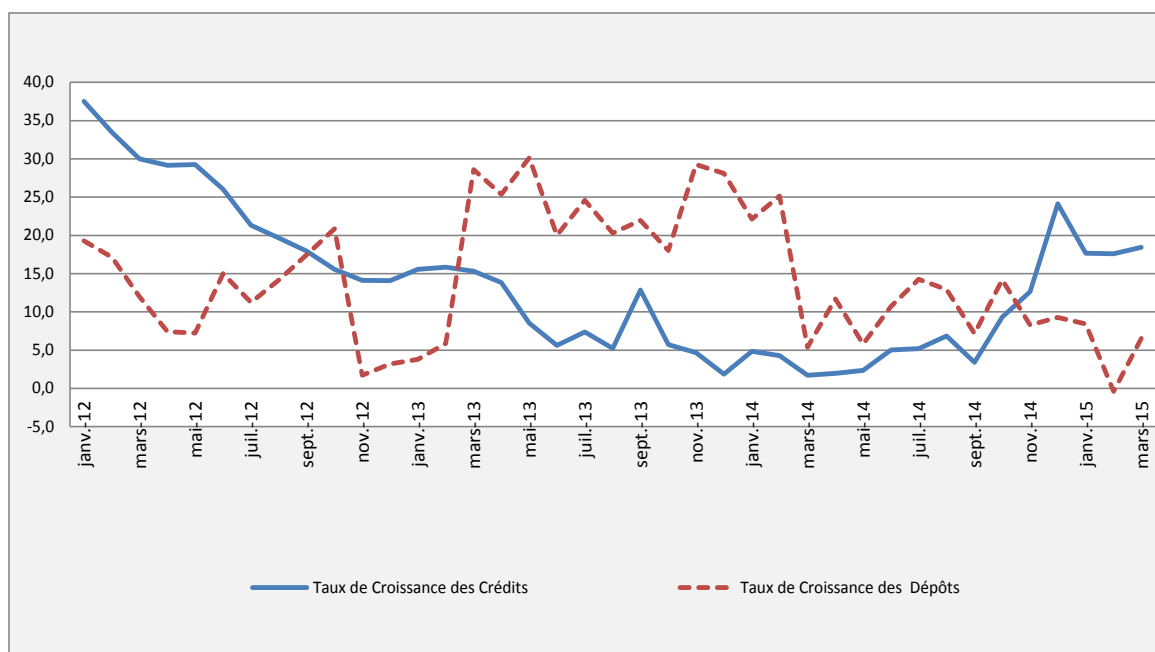


Source : BRB

A fin mars 2015, le volume total des dépôts des établissements de crédit s'établit à 900.362,8 MBIF contre un volume total de 950.745,5 MBIF à fin décembre 2014, soit une baisse de 5,3 p.c. Comparé à la même période de l'année précédente, le volume total des dépôts enregistre une légère hausse de 1,4 p.c. ; passant de 887.572,2 MBIF à fin mars 2014 à 900.362,8 MBIF à fin mars 2015.

Les dépôts à court terme restent la principale ressource de financement des établissements de crédit. Ces derniers s'établissent, à fin mars 2015, à 787.033,4 MBIF et représentent 87,4 p.c. du montant global des dépôts, tandis que les dépôts à long et moyen termes ne représentent que 12,6 p.c.

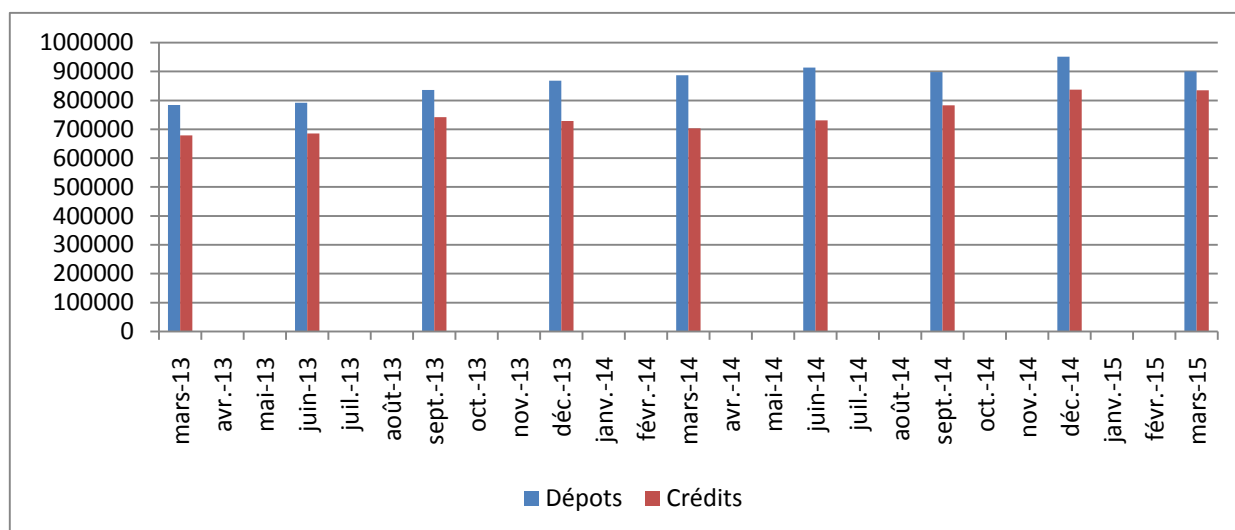
Graphique 15: Evolution comparée des taux de croissances des dépôts et des crédits



Source : BRB

Par rapport à la situation de fin mars 2014, l'activité bancaire a connu une évolution positive à fin mars 2015 aussi bien pour la collecte des dépôts que pour la distribution des crédits. Cependant, on observe que la tendance à la hausse est plus importante pour la distribution du crédit que pour la collecte des dépôts. Le Graphique ci-dessus révèle que le taux de croissance des crédits dépasse celui des dépôts. Si cette tendance devrait perdurer, une telle situation présage un risque d'illiquidité ainsi qu'un rétrécissement de la capacité à financer l'économie étant donné que le secteur bancaire collecte de moins en moins de ressources.

Graphique 16: Evolution comparée des dépôts et des crédits en volume (en MBIF)



Source : BRB

2.5.2. Répartition des crédits par secteur d'activité

A fin mars 2015, 69 p.c. du total des crédits à l'économie ont financé les secteurs du commerce et de l'équipement respectivement à hauteur de 43,0 p.c. et 26,0 p.c. Cependant, les crédits alloués au secteur du commerce affichent une diminution de 1,9 p.c. par rapport à la même période de l'année précédente.

Toutefois, le volume des crédits alloués à l'équipement a gardé la même proportion par rapport à l'année précédente avec une part de 25,6 p.c. En outre, on observe une hausse des financements alloués au secteur « autres constructions », qui passent de 4.169,7 MBIF à fin mars 2014 à 15.163,6 MBIF à fin mars 2015, soit une augmentation de 264,0 p.c.

Tableau 13 : Ventilation des crédits par secteur d'activité (en % du total des crédits)

	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15
Habitat	8,0	7,4	7,2	6,8	6,9	6,8	6,6	8,8	6,8
Autres constructions	0,3	0,4	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8	1,0	1,9
Industries	5,6	5,9	5,4	6,0	7,3	7,5	7,7	7,1	6,8
Commerce	56,5	55,4	52,2	52,0	49,9	47,8	46,0	44,2	43,0
Tourisme	3,1	3,2	4,2	3,7	4,7	4,4	4,2	2,5	4,0
Agriculture	0,4	0,4	0,6	0,4	0,4	0,4	0,6	0,5	0,5
Artisanat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Equipement	21,1	23,0	24,0	25,4	25,7	26,6	27,1	25,8	25,6
Café	0,9	0,3	1,4	1,0	0,5	1,2	2,0	0,3	0,7
Autres produits	2,0	2,1	2,5	1,8	2,4	2,7	2,8	6,4	7,0
Divers	2,1	1,9	1,8	2,2	1,4	1,8	2,1	3,4	3,6

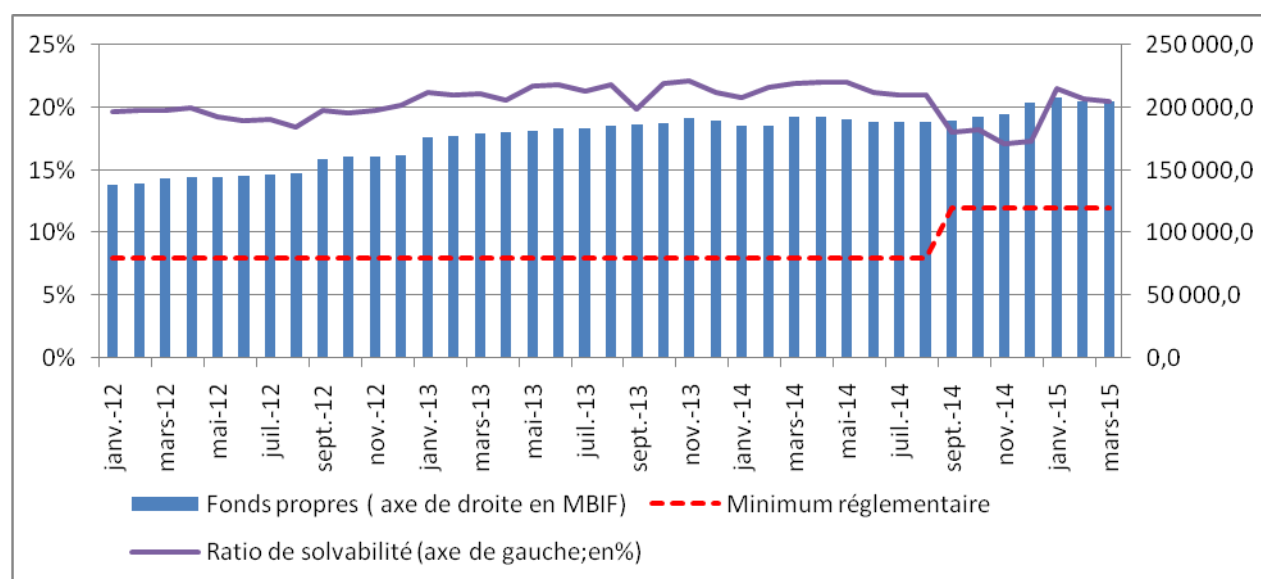
Source : BRB

2.5.3. Principaux indicateurs de la stabilité financière

2.5.3.1. Adéquation du capital

En glissement annuel, les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 6,1 p.c, passant de 218.921,2 MBIF à fin mars 2014 à 232.236,4 MBIF à fin mars 2015. Le ratio de solvabilité du secteur bancaire s'est établi à 21,1 p.c. à fin mars 2015, suffisamment au-dessus du minimum réglementaire de 12,0 p.c. Ce ratio a sensiblement augmenté par rapport au ratio de 18,0 p.c. enregistré à fin décembre 2014 suite à la diminution des risques pondérés qui sont passés de 1.178.270,8 MBIF à fin décembre 2014 à 1.001.681,9 MBIF à fin mars 2015, soit une régression de 15,0 p.c. Cette augmentation s'explique également par la non distribution des résultats et leur incorporation dans les réserves de certains établissements de crédits pour renforcer leurs assise financière conséquemment à la nouvelle exigence réglementaire de solvabilité.

Graphique 17 : Evolution du ratio d'adéquation du capital



Source : BRB

2.5.3.2. Qualité du portefeuille

D'une année à l'autre, les créances impayées des établissements de crédit sont en hausse de 25,8 p.c ; elles sont passées de 80.763,8 MBIF à fin mars 2014 à 101.563,4 MBIF à fin mars 2015. Comparé au trimestre précédent, les créances impayées sont passées de 99.501,0 MBIF à 101.563,4 MBIF, soit une augmentation de 2.0 p.c.

Tableau 14: Ventilation des créances impayées par secteur d'activité (en p.c.)

Secteur	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15
Habitat	0,8	1,1	1,0	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	1,6
Autres constructions	0,7	0,3	0,3	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	2,2
Industries	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8	0,7	0,7	0,7	2,7
Commerce	73,0	74,0	72,1	72,0	73,2	73,9	72,3	73,2	60,3
Hotellerie et Tourisme	0,0	0,0	0,6	0,0	0,7	0,6	0,0	0,0	2,7
Agriculture	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Artisanat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,0
Equipement	20,8	21,7	23,1	23,9	22,4	22,2	24,5	21,9	25,6
Café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	1,6
Autres produits	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Divers	3,0	1,0	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9	0,2	2,8

Source: BRB

Les créances impayées dans les secteurs du commerce (60,3 p.c.) et de l'équipement (25,6 p.c.) demeurent prépondérantes et représentent 85,9 p.c. du montant global des impayées à fin mars 2015.

Tableau 15: Taux d'impayés par secteur d'activité (en p.c.)

Secteur	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	mars-15
Habitat	0,9	1,4	1,2	1,0	1,0	1,0	0,9	0,7	2,3
Autres constructions	21,0	7,0	4,5	10,1	8,5	7,6	5,8	4,4	4,2
Industries	1,7	1,7	1,6	1,5	1,2	1,1	1,0	1,1	2,5
Commerce	11,7	12,2	12,3	12,9	15,3	17,5	18,0	17,8	16,1
Hotellerie et Tourisme	0,0	0,0	1,3	0,1	1,6	1,5	0,1	0,1	6,7
Agriculture	13,6	12,8	8,4	13,1	12,6	14,1	7,6	8,1	7,7
Artisanat	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	2,6	2,7	0,0	0,0
Equipement	9,0	8,6	8,6	8,7	9,2	9,4	10,4	10,1	10,1
Café	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,2	60,5
Autres produits	0,8	0,8	0,6	0,7	0,5	0,5	0,4	0,2	0,3
Divers	13,1	4,6	5,6	4,8	7,6	5,5	5,1	0,8	30,6

Source: BRB

A fin mars 2015, les secteurs du commerce (16,1 p.c.), de l'équipement (9,1 p.c.) et agriculture (10,1 p.c.) présentent les taux d'impayées les plus élevés par rapport aux autres secteurs de l'économie.

D'une année à l'autre, le secteur du commerce affiche une augmentation du taux d'impayés passant de 15,3 p.c. à fin mars 2014 à 16,1 p.c. fin mars 2015, soit une hausse de 0,8 points. Comparativement à la fin du trimestre précédent on observe une légère baisse de ce taux qui passe de 17,8 p.c. au 31 décembre 2014 à 16,1 p.c. au 31 mars 2015.

2.5.3.3. Détérioration du portefeuille crédit et provisionnement

A fin mars 2015, le taux de détérioration du portefeuille crédit est de 11.2 p.c. contre un taux de 10.5 p.c. à fin mars 2014, soit une augmentation de 6,9 p.c. Ce taux était à 10,9 p.c. à fin décembre 2014, soit une hausse de 0.3 points.

Consécutivement à la détérioration de la qualité du portefeuille crédit, les établissements de crédit ont dû augmenter sensiblement leurs provisions pour créances impayées. Les provisions constituées ont passé de 63.528,1 MBIF à fin mars 2014 à 86.304,6 MBIF à fin mars 2015, soit une augmentation de 35,9 p.c. Elles étaient de 82.434,2 MBIF à fin décembre 2014 ; une hausse de 4,5 p.c. d'un trimestre à l'autre.

2.5.3.4. La rentabilité des établissements de crédit

En glissement annuel, le produit net bancaire affiché par les établissements de crédit est de 28.573,6 MBIF à fin mars 2014 contre 30.456,0 MBIF à fin mars 2015, soit une croissance de 6,6 p.c.

Malgré les bonnes performances enregistrées au niveau du produit net bancaire à la fin du premier trimestre 2015, certains postes de charges ont augmenté considérablement et ont affecté les résultats des établissements de crédit. C'est le cas notamment des frais généraux qui ont augmenté de 10.5 p.c. en glissement annuel.

Ainsi, comparé à la même période de l'année précédente, le résultat net des établissements de crédit qui était de 4.624,2 MBIF à fin mars 2014, s'établit à 6.208,3 MBIF à fin mars 2015, soit une croissance considérable de 34,3 p.c.

Le rendement moyen des actifs (ROA) est passé de 0,3 p.c. à fin mars 2014 à 0.4 p.c. à fin mars 2015. Le rendement des fonds propres, quant à lui, est passé de 2,1 p.c. à 2,7 p.c. sur la même période.

3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

En 2015, l'activité économique mondiale devrait s'accélérer légèrement en raison des performances économiques des pays avancés induits par la baisse des cours des produits pétroliers, la poursuite des politiques monétaires accommodantes pendant que les principaux pays émergents enregistreraient un ralentissement de la croissance résultant de la baisse des recettes d'exportations des produits de base et des conflits géopolitiques.

Sous l'effet de la chute des cours du pétrole, l'inflation mondiale a reculé au cours du premier trimestre 2015. Sur le reste de l'année, il est prévu un fléchissement de l'inflation tant dans les pays avancés que dans la plupart des pays émergents et des pays en développement étant donné que les prix du pétrole et des produits agricoles pourraient baisser davantage par rapport à ceux de 2014.

En Afrique subsaharienne, la croissance reste vigoureuse en dépit de la baisse des prix des produits de base exportés, en particulier les cours du pétrole, qui aura un impact considérable sur les grands pays exportateurs de pétrole de la région. Cependant, la chute des cours du pétrole aura contribué à la stabilité des prix pour l'ensemble des pays et surtout pour les pays importateurs des produits pétroliers.

Dans une conjoncture de faible reprise de la croissance mondiale, les banques centrales des principaux pays développés, émergents et en développement ont poursuivi des politiques monétaires accommodantes au cours du premier trimestre de 2015 pour stimuler davantage l'activité économique qui se remet modérément des effets de la crise financière internationale.

Au Burundi, le taux de croissance prévu pourrait attendre 5,1 contre 4,7 p.c. en 2014. Cette croissance serait soutenue par la hausse de la production dans tous les secteurs. Cette évolution s'observe au cours du premier trimestre 2015 où les indicateurs montrent que les différents secteurs enregistrent une tendance à la hausse.

A fin mars 2015, la balance des paiements reste marquée par une augmentation du besoin de financement suite à un important déficit courant et à la baisse de l'excédent du compte de capital. Pour l'ensemble de l'année, les estimations de la balance des paiements de l'année 2015 montrent une aggravation du déficit courant (-738.539,7 contre -594.633,5 MBIF) suite principalement à la détérioration de la balance commerciale (-1.182.638,2 contre -809.449,3 MBIF).

Concernant les finances publiques, le déficit enregistré au premier trimestre 2015 a été moins profond que le trimestre correspondant de 2014 en liaison avec un accroissement des recettes et une augmentation modérée des dépenses. De ce fait, le Trésor s'est désengagé à l'interne à concurrence de 40.603,5 MBIF.

Au terme du premier trimestre de 2015, la base monétaire enregistrée (302,8 Mds de BIF) s'est établie en dessous du plafond de 398,3 Mds de BIF fixé dans le programme économique et financier. Par rapport au dernier trimestre 2014, la baisse de la liquidité bancaire a entraîné une hausse des taux d'intérêts du marché monétaire.

Comparée à fin mars 2014, l'activité bancaire a connu une évolution positive aussi bien pour la collecte des dépôts que pour la distribution des crédits mais on observe que la tendance à la hausse est plus importante pour la distribution du crédit que celle observée pour la collecte des dépôts.

Au premier trimestre 2015, les indicateurs de la santé et de la stabilité financière ne montrent que le secteur est solide : les banques sont suffisamment capitalisées, le ratio de solvabilité du secteur bancaire s'est établi à 20,5 p.c. à fin mars 2015, suffisamment au-dessus du minimum réglementaire de 12,0 p.c. et les crédits à l'économie ont augmenté. Toutefois, le secteur bancaire collecte de moins en moins de ressources ce qui présage un risque d'illiquidité ainsi qu'un rétrécissement de la capacité à financer l'économie si cette tendance devrait perdurer.

Pour le reste de l'année 2015, la Banque poursuivra une politique monétaire prudente fondée sur le ciblage des agrégats monétaires dans le but de maintenir la stabilité des prix. Cette politique sera conduite à travers le contrôle de la base monétaire et le suivi des seuils quantitatifs des avoirs intérieurs et extérieurs nets fixés dans le programme économique et financier.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Inflation par principales composantes au Burundi (en p.c.)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors-alimentaire
janv.13	7,6	7,1	8,1
févr.-13	9,4	11,2	7,5
mars-13	6,9	9,1	4,3
av.13	3,6	4,8	2,2
mai-13	6,2	6,8	5,6
juin-13	9,8	12,4	6,7
juil.13	9,6	11,5	7,4
août-13	8,2	9,0	7,3
sept-13	9,7	12,5	6,5
oct.13	7,3	8,4	6,0
nov.13	8,4	9,2	7,4
déc.13	9,0	10,7	7,1
janv.14	6,0	7,6	5,3
févr.14	5,85	6,4	5,3
mars-14	3,8	1	6,1
av.14	4,7	1,6	7,6
mai-14	3,4	1,7	4,7
juin-14	3,3	1,7	4,6
juil.14	3,1	1,1	4,6
août-14	5,9	0,9	8,1
sept-14	5,5	2,1	7,8
oct.14	3,5	1,7	6,4
nov.14	4,2	0,8	6,8
déc.14	3,8	-0,8	7,4
janv.15	3,5	-1,6	7,5
févr.15	1,2	-3,2	4,4
mars-15	4,7	2,0	6,7

ANNEXE 2 : Etat de réalisation des critères de convergence

Critères/ Pays	Taux d'inflation ¹ (≤ 8%)		Déficit ² budgétaire (≤ 3% du PIB)		Dette publique ² (≤ 50% du PIB)		Réserve de change ² (≥ 4,5 mois d'importations)	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014
Burundi³	7,9	4,4	2,7	3,9	31,5	29,8	3,5	3,6
Rwanda	4,2	1,8	4,5	3,2	28,4	31,2	5,0	3,9
Ouganda	5,5	4,3	4,1	4,1	30,1	30,6	4,4	4,7
Kenya	5,7	6,1	5,5	5,7	42,1	42,2	4,0	4,3
Tanzanie	7,9	6,9	6,8	5,2	40,8	41,2	4,1	3,9

Source:¹ Sites web des banques centrales de la CEA
² FMI, Rapports des pays sur les consultations de 2014 au titre de l'article IV
³ Les données du Burundi sur le déficit budgétaire sont calculées par la BRB

ANNEXE 3 : Balance des Paiements (en MBIF)

	2 010	2 011	2 012	2 013	2014(p)	
A. BIENS	-414 956,7	-540 355,1	-831 383,8	-904 355,4	-809 449,3	
Crédit	124 596,4	156 350,4	194 303,5	146 257,1	203 843,6	
Débit	-539 553,1	-696 705,5	-1 025 687,3	-1 050 612,5	-1 013 292,9	
B. SERVICES	-109 359,7	-127 581,2	-171 295,0	-160 015,6	-288 110,6	
Crédit	97 834,1	140 839,7	133 913,3	204 087,6	121 398,4	
Débit	-207 193,8	-268 420,9	-305 208,3	-364 103,2	-409 509,0	
C. REVENUS PRIMAIRES	-13 375,7	-22 055,2	-9 384,4	2 775,1	-10 489,1	
Crédit	1 389,1	9 409,6	16 479,9	21 709,0	21 829,7	
Débit	-14 764,8	-31 464,8	-25 864,3	-18 933,9	-32 318,8	
D. REVENUS SECONDAIRES	167 259,0	332 372,2	644 102,2	672 544,0	513 415,5	
Crédit	183 949,7	349 447,6	658 427,9	697 315,5	545 460,9	
Débit	-16 690,7	-17 075,4	-14 325,7	-24 771,5	-32 045,4	
I. BALANCE COURANTE (A+B+C+D)	-370 433,1	-357 619,3	-367 961,0	-389 051,9	-594 633,5	
II. FINANCEMENT (y compris Erreurs et Omissions)	370 433,1	357 619,3	367 961,0	389 051,9	594 633,5	
1. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	374 336,5	335 069,4	360 355,6	388 981,0	585 254,4	
A. COMPTE DE CAPITAL	95 897,6	121 656,1	221 681,7	161 531,1	126554,6	
B. COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	278 438,9	213 413,3	138 673,9	227 449,9	458 699,8	
1. INVESTISSEMENT DIRECTS	960,7	4 230,9	872,6	10 447,2	49 548,8	
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
3. AUTRES INVESTISSEMENTS	289 487,8	202 307,0	212 673,7	234 856,9	406 524,8	
3.1 Avoirs	-53 619,9	-59 037,4	-72 195,0	-71 296,0	-28 816,2	
3.2 Engagements	343 107,7	261 344,4	284 868,7	306 152,9	435 341,0	
4. AVOIRS DE RESERVE	-12 009,6	6 875,4	-74 872,4	-17 854,2	2 626,2	
2. ERREURS ET OMISSIONS	-3 903,4	22 549,9	7 605,4	70,9	9 379,1	

ANNEXE 4: OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT (en MBIF)

Période	Recettes	Dons	Recettes et Dons	Dépenses	Solde global
2005	176 658,2	103 000,0	279 658,2	299 135,9	-19 477,7
2006	183 029,0	104 612,5	287 641,5	318 611,0	-30 969,5
2007	201 614,6	161 664,8	363 279,4	393 193,6	-29 914,2
2008	260 160,3	137 501,8	397 662,1	439 441,8	-41 779,7
2009	309 780,9	103 578,0	413 358,9	539 572,0	-126 213,1
2010	393 170,0	238 073,1	631 243,1	673 537,6	-42 294,5
2011	474 526,7	204 362,7	678 889,4	768 962,4	-90 073,0
2012	550 780,0	154 949,5	705 729,5	825 482,6	-119 753,1
2013	566 995,8	274 662,0	841 657,8	953 819,7	-112 161,9
2013	302 027,9	100 993,4	403 021,3	521 046,3	-118 025,1
2014	663 212,0	213 828,5	877 040,5	1 059 286,0	-182 245,5
janv.15	56 596,8	7 077,8	63 674,6	63 955,3	-280,7
févr.15	44 280,4	8 965,7	53 246,1	125 689,5	-72 443,3
mars-15	67 430,9	59 579,4	127 010,3	93 290,0	33 720,3

ANNEXE 5: DETTE PUBLIQUE (EN MBIF)

Période	BRB	Bons et Obl.	Dettes Intérieures Totales	Dettes Extérieures	Dettes Publiques Totales
janv-14	396 574,30	179 685,10	591 555,90	627 515,60	1 219 071,50
févr-14	395 958,00	185 131,70	598 077,40	647 292,80	1 245 370,20
mars-14	404 471,00	186 023,50	603 825,40	653 048,60	1 256 874,00
avr-14	409 906,30	215 257,68	643 338,18	648 263,00	1 291 601,18
mai-14	411 110,10	220 481,00	647 407,80	657 204,60	1 304 612,40
juin-14	434 035,20	220 451,60	673 164,30	658 888,70	1 332 053,00
juil-14	447 505,40	224 424,07	692 617,27	658 767,20	1 351 384,47
août-14	437 467,90	238 450,85	694 721,45	667 910,20	1 362 631,65
sept-14	421 409,40	228 790,77	668 954,17	660 946,20	1 329 900,37
oct-14	468 148,1	224 259,80	711 012,50	657 139,70	1 368 152,20
nov-14	434 687,3	225 519,80	678 536,80	655 824,20	1 334 361,00
déc-14	448 063,6	230 040,00	730 117,70	656 563,70	1 386 681,40
janv-15	415 348,9	234 876,2	650 225,1	645 107,7	1 295 332,80
févr-15	462 738,1	226 560,5	689 298,6	647 090,2	1 336 388,80
mars-15	412 400,5	236 500,5	648 901,0	637 730,2	1 286 631,20

ANNEXE 6 : LIQUIDITE BANCAIRE (en MBIF)

Période	Liquidité bancaire	Interventions de la BRB
janv-13	35 658	366
févr-13	15 889	25 936
mars-13	15 042	14 438
avr-13	23 343	3 559
mai-13	39 898	0
juin-13	43 004	189
juil-13	40 465	1 147
août-13	35 855	1 161
sept-13	57 558	1 525
oct-13	46 848	1 326
nov-13	49 424	338
déc-13	52 036	0
janv-14	60 626	149
févr-14	54 608	79
mars-14	64 293	-19 030
avr-14	66 185	651
mai-14	74 685	0
juin-14	75 387	379
juil-14	69 180	242
août-14	70 873	0
sept-14	83 847	339
oct-14	93 761	114
nov-14	93 757	315
déc-14	88 847	685
janv-15	90 537	351
févr-15	91 457	640
mars-15	82 679	879

ANNEXE 7 : TAUX D'INTERETS DU MARCHE MONETAIRE (EN P.C.)

Mois	Taux du marché interbancaire	Taux de facilité de prêt marginal	Taux d'apport de liquidité	Taux de reprise de liquidité	Taux des bons du Trésor à 13 semaines
janv-12	11,44	14,49	-	10,8	11,26
févr-12	11,82	13,23	-	-	10,50
mars-12	11,23	14,25	-	-	11,05
avr-12	11,36	14,63	13,3	-	11,85
mai-12	11,74	14,28	13,55	-	11,49
juin-12	12,5	15,04	13,86	-	12,19
juil-12	13,03	15,24	13,9	-	12,25
août-12	13,02	15,35	13,13	-	12,37
sept-12	13,02	14,79	12,59	-	10,91
oct-12	12,83	13,59	12,25	-	10,74
nov-12	12,43	14,13	12,54	-	11,05
déc-12	12,29	13,77	-	-	11,19
janv-13	11,72	14,77	-	-	12,04
févr-13	11,93	13,44	11,25	-	10,42
mars-13	11,92	11,99	-	-	8,28
avr-13	11,49	12,47	-	-	9,17
mai-13	9,69	11,74	-	-	9,00
juin-13	9,14	9,68	-	-	7,20
juil-13	9,54	9,98	-	-	6,79
août-13	10,1	10,36	-	-	7,62
sept-13	9,57	10,72	-	-	7,32
oct-13	10,08	11,45	-	-	9,38
nov-13	10,0	13,0	-	-	9,79
déc-13	9,48	12,5	-	-	9,33
janv-14	8,64	10,52	-	-	7,60
févr-14	8,90	10,25	-	-	7,25
mars-14	9,00	10,52	-	-	7,63
avr-14	9,42	12,03	-	-	8,87
mai-14	9,03	10,4	-	-	8,16
juin-14	8,01	10,95	-	-	7,88
juil-14	7,95	10,5	-	-	7,70
août-14	8,56	9,91	-	-	6,91
sept-14	5,44	8,05	-	-	5,05
oct-14	4,25	6,50	-	-	3,75
nov-14	4,07	7,90	-	-	4,41
déc-14	6,72	8,00	-	-	5,00
janv-15	7,10	10,12	-	-	7,29
févr-15	7,76	8,18	-	-	5,18
mars-15	7,63	7,95	-	-	4,97

ANNEXE 8: INDICATEURS D'ACTIVITE DU SECTEUR BANCAIRE (en p.c.)

Période	Taux de croissance des Crédits	Taux de croissance des Dépôts	Taux de croissance de l'Actif
janv-12	37,5	19,3	14,4
févr-12	33,5	17,1	13,4
mars-12	30,0	12,0	13,8
avr-12	29,2	7,4	13,6
mai-12	29,3	7,2	11,9
juin-12	26,0	15,0	14,3
juil-12	21,3	11,2	9,6
août-12	19,7	14,1	9,3
sept-12	17,9	17,4	10,6
oct-12	15,6	20,9	10,6
nov-12	14,1	1,7	8,8
déc-12	14,1	3,2	10,0
janv-13	15,6	3,8	14,0
févr-13	15,8	5,9	12,6
mars-13	15,3	28,6	15,9
avr-13	13,8	25,4	15,8
mai-13	8,5	30,1	14,2
juin-13	5,6	20,0	12,4
juil-13	7,4	24,6	18,1
août-13	5,2	20,3	17,2
sept-13	12,9	22,0	18,4
oct-13	5,7	18,0	17,3
nov-13	4,7	29,3	17,0
déc-13	1,9	28,1	18,1
janv-14	4,8	22,1	13,0
févr-14	4,3	25,1	16,2
mars-14	1,7	5,4	12,1
avr-14	2,0	11,7	16,7
mai-14	2,4	5,8	15,4
juin-14	5,0	10,7	17,3
juil-14	5,2	14,2	14,7
août-14	6,9	12,9	13,9
sept-14	3,4	7,1	11,6
oct-14	9,3	14,2	13,7
nov-14	12,6	8,3	12,1
déc-14	24,1	9,3	16,5
janv-15	17,6	8,8	13,2
févr-15	16,7	5,9	11,5
mars-15	13,5	1,2	9,7

ANNEXE 9 : PRINCIPAUX INDICATEURS DE SANTE FINANCIERE (en MBIF et en %)

Mois	Actifs Pondérés des risques	Fonds propres	Minimum réglementaire	Ratio de solvabilité
janv-12	704 701,6	138 417,8	8%	19,6%
févr-12	706 967,3	139 442,7	8%	19,7%
mars-12	724 691,6	143 191,3	8%	19,8%
avr-12	723 596,1	144 360,8	8%	20,0%
mai-12	750 594,2	144 533,8	8%	19,3%
juin-12	770 507,8	145 506,2	8%	18,9%
juil-12	767 382,1	146 368,5	8%	19,1%
août-12	799 174,4	147 229,3	8%	18,4%
sept-12	803 964,2	158 762,6	8%	19,7%
oct-12	819 626,0	160 411,8	8%	19,6%
nov-12	812 798,0	160 411,8	8%	19,7%
déc-12	802 460,5	162 275,0	8%	20,2%
janv-13	829 648,5	176 156,7	8%	21,2%
févr-13	842 848,2	176 912,5	8%	21,0%
mars-13	849 383,4	178 905,1	8%	21,1%
avr-13	877 348,7	180 402,8	8%	20,6%
mai-13	836 682,6	181 858,9	8%	21,7%
juin-13	841 521,3	183 757,3	8%	21,8%
juil-13	862 614,9	183 879,1	8%	21,3%
août-13	851 321,4	185 849,3	8%	21,8%
sept-13	939 541,4	186 537,2	8%	19,9%
oct-13	855 232,9	187 298,6	8%	21,9%
nov-13	865 597,6	191 675,9	8%	22,1%
déc-13	893 538,4	189 458,2	8%	21,2%
janv-14	889 435,1	185 168,3	8%	20,8%
févr-14	854 140,8	185 151,2	8%	21,7%
mars-14	879 279,6	192 626,2	8%	21,9%
avr-14	865 035,1	192 626,2	8%	22,0%
mai-14	869 062,7	190 552,6	8%	22,1%
juin-14	885 832,4	188 246,7	8%	21,3%
juil-14	896 275,4	188 711,6	8%	21,1%
août-14	898 676,5	189 667,4	8%	21,1%
sept-14	1 052 285,2	190 012,3	12%	18,1%
oct-14	1 058 173,8	193 030,0	12%	18,2%
nov-14	1 137 708,6	194 231,5	12%	18,1%
déc-14	1 178 270,8	203 966,3	12%	18,5%
janv-15	969039,2	208348,6	12%	21,5%
févr-15	989829,3	204951,1	12%	20,7%
mars-15	1001681,9	204884,1	12%	20,5%